



**DEVELOPMENT
REIMAGINED**

Quelles institutions financières comblent les lacunes en matière de financement des infrastructures en Afrique?

Rapport de Development Reimagined

Remerciements

Nous sommes reconnaissants envers les praticiens et experts interrogés pour les idées et opinions partagées, ainsi que des discussions conjointes et individuelles avec l'équipe de Development Reimagined. Cependant, nos opinions, idées, conclusions, recommandations et erreurs n'engagent que nous.

Nous sommes également reconnaissants aux banques suivantes pour leur soutien à la recherche et pour avoir accordé à notre équipe l'accès aux données utilisées dans les analyses de ce rapport : la Banque africaine de développement, la Banque africaine d'import-export, la Banque de développement de l'Afrique australe, la Banque d'investissement et de développement de la CEDEAO, la Banque du commerce et du développement, ainsi que la Banque ouest-africaine de développement.

Un merci spécial également à nos chercheurs David Nyagweta, Etsehiwot Kebret, Rugare Mukanganga, Dennis Severin, Trevor Lwere et Jade Scarfe. Nous remercions également Hannah Ryder et Leah Lynch pour leurs conseils avisés.

Table des matières

| | |
|--|-----------|
| Remerciements | 1 |
| Liste des figures | 3 |
| Liste des tableaux | 4 |
| 1. Introduction | 5 |
| 2. Méthodologie | 9 |
| 2.1 Les AMFI à l'étude | 10 |
| 3. Le rôle des institutions financières internationales | 11 |
| 4. Constatations du rapport | 18 |
| 4.1 Introduction. | 18 |
| 4.1.1 Banque africaine de développement (BAD) | 19 |
| 4.1.2 Banque ouest-africaine de développement (BOAD) | 25 |
| 4.1.3 Banque de développement de l'Afrique australe (DBSA) | 29 |
| 4.1.4 Banque d'investissement et de développement de la CEDEAO (BIDC) | 32 |
| 4.1.5 Banque de commerce et de développement (TDB) | 36 |
| 4.1.6 Banque africaine d'exportation et d'importation (Afrexim) | 42 |
| 4.2 Secteurs et régions qui reçoivent le plus de financement des IMF et de la BAD. | 46 |
| 4.3 Points clés à retenir. | 51 |
| 4.3.1 Tendances du financement des infrastructures en Afrique. | 51 |
| 4.3.2 Le rôle et les contraintes de la BAD et des AMFI dans le financement des infrastructures. | 52 |
| 4.3.2 Obstacles à l'augmentation du financement des infrastructures en Afrique. | 53 |
| 5. Conclusions et recommandations. | 55 |
| 5.1 Conclusions. | 55 |
| 5.2 Recommandations. | 56 |

Liste des figures

| | |
|---|----|
| Figure 1: Données collectées par action. | 9 |
| Figure 2: Financement des infrastructures en Afrique (moyenne mobile sur 3 ans). | 13 |
| Figure 3: Tendances des infrastructures en Afrique (indice AIDI). | 16 |
| Figure 4: Banques régionales de développement à analyser | 19 |
| Figure 5: Actionnaires de la BAD par part de capital..... | 20 |
| Figure 6: Pays éligibles au financement de la BAD. | 21 |
| Figure 7: Décaissements annuels de la BAD. | 22 |
| Figure 8: Décaissements annuels moyens de la BAD par secteur. | 24 |
| Figure 9: Actionnaires de la BOAD par part de capital..... | 25 |
| Figure 10: Pays éligibles au financement de la BOAD. | 26 |
| Figure 11: Décaissements annuels de la BOAD. | 27 |
| Figure 12: Décaissements annuels de la BOAD en pourcentage..... | 28 |
| Figure 13: Pays ayant reçu un financement de la DBSA..... | 29 |
| Figure 14: Décaissements annuels de la DBSA..... | 30 |
| Figure 15: Décaissements annuels moyens de la DBSA par secteur. | 31 |
| Figure 16: Actionnaires de la BIDC par part de capital..... | 32 |
| Figure 17: Pays éligibles au financement de la BIDC. | 33 |
| Figure 18: Décaissements annuels de la BIDC..... | 34 |
| Figure 19: Décaissements annuels moyens de la BIDC par secteur. | 36 |
| Figure 20: Actionnaires de TDB par part de capital | 37 |
| Figure 21: Pays éligibles au financement de la TDB..... | 38 |
| Figure 22: Décaissements annuels du TDB. | 39 |
| Figure 23: Décaissements annuels de la TDB en pourcentage. | 41 |
| Figure 24: Capital social d'Afrexim par action. | 43 |
| Figure 25: Pays Afrexim éligibles au financement Afrexim | 44 |
| Figure 26: Décaissements d'Afrexim au fil du temps. | 45 |
| Figure 27: Décaissements annuels moyens d'Afrexim par secteur..... | 46 |
| Figure 28: Décaissements moyens combinés de l'AMFI et de la BAD au fil du temps. | 48 |
| Figure 29: Financement total des AMFI et de la BAD par pays | 50 |

Liste des tableaux

| | |
|---|----|
| Tableau 1 : Synthèse des résultats pour les besoins annuels moyens d'investissement en infrastructures par pays | 7 |
| Tableau 2 : Liste des banques régionales de développement sélectionnées et valeurs des actifs * | 11 |
| Tableau 3 : Projets d'infrastructures dans différentes régions africaines. | 15 |

1. Introduction

Le monde traverse des crises multiples, marquée par les bouleversements économiques liés à la pandémie de COVID-19, les conflits, la hausse de l'inflation mondiale et bien d'autres facteurs. Ces crises mondiales continuent d'avoir des répercussions sur les pays africains, compte tenu de leur impact sur les moteurs essentiels du développement. Les infrastructures, parmi d'autres questions telles que la sécurité alimentaire et l'emploi, sont l'un des principaux moteurs du développement, que les pays africains ont reconnu comme essentiels non seulement pour atteindre les objectifs de développement, mais aussi pour réduire la gravité des chocs mondiaux.¹ Définie comme un ensemble d'ouvrages publics dans un pays, comprenant plusieurs structures telles que les chemins de fer, la production et le transport d'électricité, et les bâtiments publics, l'infrastructure est fondamentale pour un développement durable et à long terme. Compte tenu de ce rôle clé, l'infrastructure est essentielle au progrès de l'Afrique vers la réalisation d'objectifs de développement tels que les objectifs de développement durable (ODD) des Nations unies pour 2030.² Les pays et les organisations africaines ont pris des mesures proactives pour établir des cadres visant à optimiser la mise en œuvre de nouvelles infrastructures et la modernisation des réseaux existants. Plus précisément, l'Union africaine (UA) a élaboré un plan de développement à l'échelle du continent, l'Agenda 2063, qui comprend sept objectifs à long terme. L'Agenda 2063 donne la priorité à certains secteurs, notamment l'agriculture, l'énergie, l'exploitation minière, le commerce et les transports.³

Malgré la bonne formulation de l'Agenda 2063, qui s'appuie sur des recherches approfondies et un financement important pour les études de faisabilité, il existe encore des lacunes en matière d'alignement et de mise en œuvre avec le plan de développement de l'UA, en particulier dans le domaine du financement des infrastructures. Dans l'ensemble, le financement des infrastructures sur le continent africain est bien en deçà des attentes et ne suffit pas à répondre aux besoins de développement de l'Afrique. Quelques organisations ont estimé le déficit de financement. Par exemple, selon les estimations de la Banque africaine de développement (BAD), l'Afrique accuse un déficit annuel de financement des infrastructures compris entre 68 et 108 milliards de dollars américains.⁴ La BAD estime également que le continent africain a besoin d'au moins [86,7 milliards de dollars](#) par an pour atteindre les objectifs de l'Agenda 2063,

¹ Union africaine, (10 juin 2013) : Agenda 2063 : L'Afrique que nous voulons. [Disponible ici](#)

² Nations Unies, (s.d.). Les 17 Objectifs. [Disponible ici](#).

³ Union africaine, (s.d.). Cadres continentaux. [Disponible ici](#).

⁴ Banque africaine de développement, (2024). Perspectives économiques en Afrique 2024 – Stimuler la transformation de l'Afrique : la réforme de l'architecture financière mondiale. [Disponible ici](#).

dont 76 % sont destinés aux seules infrastructures.⁵ Les prévisions économétriques du GI Hub estiment qu'entre 2007 et 2040, 79 000 milliards de dollars seront investis dans les infrastructures à l'échelle mondiale. Pour atteindre les ODD 2030 et suivre le rythme des principales destinations d'investissement dans les infrastructures du monde, le GI Hub estime que 94 000 milliards de dollars américains seront nécessaires, ce qui laissera un énorme déficit de financement de 15 000 milliards de dollars américains.

Cependant, d'importantes lacunes en matière de données persistent au niveau national, notamment en Afrique. Sur les 56 pays pour lesquels GI Hub a prévu des besoins de financement d'infrastructures, seuls 15 sont africains, ce qui laisse 72 % du continent non pris en compte.⁶ De plus, la dernière mise à jour des prévisions de GI Hub remonte à 2018, ce qui reflète un décalage dans les perspectives.

Plus récemment, des études empiriques menées par Development Reimagined estiment que pour que les dépenses d'infrastructure permettent d'atteindre les ODD et l'Agenda 2063 dans 13 pays africains, il existe un déficit de financement de 108,9 à 149,9 milliards de dollars américains par an jusqu'en 2030.⁷ Pour les pays africains qui font partie du Cadre commun du G21 pour le traitement de la dette, une analyse distincte a estimé que les besoins de financement des infrastructures se situeraient entre 1,9 et 16,9 milliards de dollars.⁸

Il convient de noter que les prévisions ci-dessus ont été établies sur la base des tendances actuelles en matière d'investissements dans les infrastructures. Dans un scénario simulé qui évalue les besoins en investissements dans les infrastructures nécessaires pour atteindre les ODD à l'horizon 2030, les besoins de financement annuels moyens devraient doubler, voire être beaucoup plus élevés, pour tous les pays analysés (voir tableau 1). Il s'agit là d'une conclusion alarmante compte tenu de l'ampleur des besoins par rapport aux performances économiques actuelles de chaque pays, mesurées par le produit intérieur brut (PIB).

⁵ Banque africaine de développement, (2023, novembre). Des partenariats public-privé sont nécessaires pour combler le déficit de développement des infrastructures en Afrique. [Disponible ici](#).

⁶ Les pays africains disposant de prévisions GI Hub sont l'Angola, le Bénin, la Côte d'Ivoire, l'Égypte, l'Éthiopie, le Ghana, la Guinée, le Kenya, le Maroc, le Nigéria, le Rwanda, le Sénégal, l'Afrique du Sud, la Tanzanie et la Tunisie.

⁷ Développement réimaginé, 2024, février). Priorités africaines du G21. [Disponible ici](#).

⁸Le développement réinventé (2023). Dépenses d'infrastructures pour atteindre les ODD et assurer la viabilité de la dette : comment résoudre la quadrature du cercle ? [Disponible ici](#).

Tableau 1: Synthèse des résultats pour les besoins annuels moyens d'investissement en infrastructures
par pays

| Pays | Tendance actuelle des investissements annuels (milliards de dollars américains) | Besoins d'investissement annuels pour atteindre les ODD (en milliards de dollars américains) |
|---------------------|---|--|
| Nigeria | 10,2 - 14,3 | 534,6 - 700,4 |
| Côte d'Ivoire | 2,5 - 3,5 | 82,5 - 108,4 |
| Ghana | 2,9 - 4,0 | 7 - 9,1 |
| Sénégal | 1,2 - 1,6 | 59,7 - 81,1 |
| Kenya | 5,6 - 8,3 | 14,5 - 21,4 |
| Tchad | 1,9 - 2,9 | 3,2 - 5,6 |
| Zambie | 4,4 - 6,4 | 7,4 - 10,8 |
| Ethiopie | 12 - 16,9 | 23,6 - 34,8 |
| République du Congo | 1,2 - 1,9 | 3,9 - 5,5 |
| Maroc | 5,8 - 7,8 | 13,4 - 18,5 |
| Mozambique | 4,1 - 5,8 | 8,9 - 12,7 |
| Soudan | 2,7 - 3,8 | 6,7 - 10,2 |
| Tunisie | 1,8 - 2,4 | 8,9 - 12 |

Il existe un lien étroit entre le développement des infrastructures, le système financier mondial global et les institutions financières internationales (IFI). Compte tenu de leur portée mondiale, les IFI les plus importantes sont les institutions de Bretton Woods (IBW) : le Groupe de la Banque mondiale et le Fonds monétaire international (FMI), qui accordent tous deux des financements concessionnels pour le développement. Au-delà des IBW, il existe plusieurs banques multilatérales de développement (BMD) régionales qui participent au financement des infrastructures, telles que la Banque africaine de développement (BAD), la Banque asiatique de développement, la Banque interaméricaine de développement (BID) ainsi que la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD).⁹ Les rôles des IFI et des BMD consistent notamment à fournir des conseils techniques à leurs membres, ainsi qu'à leur octroyer des financements sous forme de subventions ou de prêts, assortis de différentes échéances et taux d'intérêt.

Le financement des infrastructures à travers le continent provient de plusieurs sources, tant privées que publiques. Cependant, les gouvernements africains fournissent la plus grande part, soit environ 35 %.¹⁰ Au-delà des gouvernements africains, le financement des infrastructures

⁹ Groupe de la Banque mondiale (2006). Enjeux mondiaux pour les citoyens du monde : Introduction aux principaux défis du développement. [Disponible ici.](#)

¹⁰ Consortium pour les infrastructures en Afrique (2022). Tendances du financement des infrastructures en Afrique 2019-2020. [Disponible ici.](#)

est réparti entre les gouvernements étrangers, les partenariats avec le secteur privé et les IFI. Tout d'abord, en ce qui concerne les gouvernements étrangers, la République populaire de Chine a financé la plus grande partie des projets récents, représentant 12 % du financement et dépassant d'autres pays tels que l'Allemagne et l'Inde. Ensuite, en ce qui concerne les institutions financières de développement (IFD), le financement par les banques multilatérales de développement régionales et les institutions financières multilatérales africaines (AMFI) a également joué un rôle clé dans la région, les banques multilatérales de développement régionales telles que la BAD, la Banque ouest-africaine de développement (BOAD) et la Banque de développement d'Afrique du Sud (DBSA) fournissant environ 8 % du financement.

Il existe de nombreux obstacles à la mobilisation à grande échelle de financements pour les infrastructures africaines, notamment un cadre d'analyse de la viabilité de la dette (DSA) biaisé par les institutions financières internationales, un système de notation de crédit biaisé et un système de financement budgétaire des banques multilatérales de développement (MDB) défaillant.¹¹ En effet, comme l'ont souligné les experts africains, il est urgent de réformer la DSA afin de prendre en compte les actifs générateurs de croissance que sont les fonds de dette, y compris les infrastructures physiques.¹²

Bien que plusieurs études présentent le rôle des différentes sources de financement, il existe une lacune dans l'analyse des AMFI et de la MDB régionale africaine, la BAD. En conséquence, ce rapport offre un nouvel éclairage sur le rôle, la portée et les tendances du financement des infrastructures par ces institutions. Il examine également les obstacles auxquels ces institutions sont confrontées pour jouer un rôle plus important par rapport aux autres IFI où les pays africains ont moins d'influence. Les principaux domaines que le rapport propose d'analyser sont les suivants :

- i. Le rôle joué jusqu'à présent par les AMFI et la BAD dans le développement des infrastructures des pays africains.
- ii. L'ampleur et les tendances du financement des infrastructures, y compris une évaluation des principaux facteurs favorables et défavorables au financement des infrastructures dans les pays africains.
- iii. Une analyse comparative du financement des infrastructures par les AMFI et la BAD entre les pays africains et d'autres régions. Cette recherche permettra également de déterminer dans quelle mesure le soutien des AMFI et de la BAD devrait être élargi pour aider les pays africains.

¹¹Le développement réinventé (2021). Options pour repenser le système de dette de l'Afrique. [Disponible ici](#).

¹²Le développement réinventé (2023). Briser les préjugés : repenser la viabilité de la dette pour l'avenir de l'Afrique. [Disponible ici](#).

À la suite de ces évaluations, des conclusions sont tirées et des recommandations sont formulées afin d'orienter les recherches futures dans ce domaine. L'espoir est que ces recommandations inciteront les décideurs politiques et les parties prenantes à accroître le financement des infrastructures par l'AMFI et la BAD.

2. Méthodologie

Ce rapport a été réalisé à l'aide d'une approche mixte et intègre à la fois des données qualitatives et quantitatives. Le recours au pluralisme méthodologique dans le rapport a permis d'inclure plusieurs sources, augmentant ainsi le niveau de complexité de la recherche.

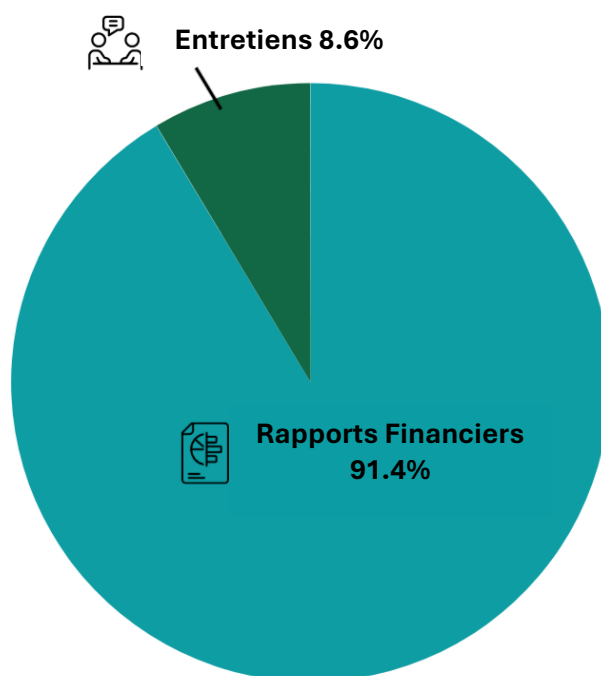


Figure 1: Données collectées par action.

Les données primaires et secondaires ont été recueillies à partir d'entretiens et de rapports financiers des IFD. Des entretiens semi-structurés, qui représentent une petite partie des données (9 %), ont été menés avec des experts et des professionnels des domaines du développement, de la finance et des infrastructures. Les principales institutions affiliées comprennent la BAD, la Banque mondiale, l'UA, le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) de l'UA, des groupes de réflexion et des cabinets de conseil. En ce qui concerne les données secondaires, 91 % des données ont été obtenues à partir de sources accessibles au public. Il s'agit notamment des rapports publiés par les institutions analysées et de leurs ensembles de données sur les décaissements.

En ce qui concerne les dépenses d'infrastructures, le présent rapport a examiné à la fois les infrastructures dures et douces. Les infrastructures douces désignent les services utilisés pour répondre aux besoins économiques ou sociaux d'un pays, tels que la santé, l'éducation, la sécurité et les services financiers. Les infrastructures douces peuvent également inclure les services de fabrication et de logistique dans une économie. Les infrastructures dures désignent les infrastructures physiques de base qui soutiennent les activités économiques d'un pays. En raison de la nature très large des infrastructures douces, seules les infrastructures dures sont prises en compte au niveau sectoriel, tandis que les infrastructures douces sont analysées de manière globale. Les secteurs étudiés sont les suivants.

- **Transports et Commerce** – routes, chemins de fer, aéroports et ports.
- **Technologies de l'Information et de la Communication (TIC)** – satellites de communication, émetteurs-récepteurs fixes, infrastructures à large bande.
- **Énergie** – centrales électriques ¹³, lignes de transport d'électricité, gazoducs et autres infrastructures de soutien.
- **Eau et Assainissement** – infrastructures d'approvisionnement en eau, égouts sanitaires, stations d'épuration.
- **Infrastructures douces** – Éducation, santé, services et systèmes financiers, usines, fabrication, logistique, agriculture et autres services ou systèmes divers.

2.1 Les AMFI à l'étude







En ce qui concerne les institutions prises en considération, les critères suivants ont été utilisés.

- i. Répond à la définition d'une AMFI, en tant qu'institution créée par plusieurs États ou institutions financières de développement (IFD) qui ne sont pas des AMFI, mais qui opèrent à un niveau similaire à celui des AMFI en termes de projets régionaux.
- ii. Fournit un soutien financier aux infrastructures de plusieurs pays africains, conformément à l'objet du rapport.
- iii. Détenu majoritairement par des gouvernements ou des institutions africaines.
- iv. Dispose de rapports financiers ou de données accessibles au public en ligne ou sur demande, avec des décaissements annuels sectoriels.

¹³Les centrales électriques comprennent des domaines d'énergie renouvelable tels que les grandes fermes solaires.

La liste des banques régionales analysées est la suivante :

Tableau 2: Liste des banques régionales de développement sélectionnées et valeurs des actifs *

| | | |
|---|--|---|
|  <p>AFRICAN DEVELOPMENT BANK GROUP</p> <p>Banque africaine de développement (BAD) Actifs : 175,7 milliards de dollars américains</p> |  <p>BANQUE OUEST AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT</p> <p>Banque ouest-africaine de développement (BOAD) Actifs: 5,4 milliards de dollars américains</p> |  <p>Banque d'investissement et de développement de la CEDEAO (BIDC-EBID) Actifs : 1,6 milliard de dollars américains</p> |
|  <p>DEVELOPMENT BANK OF SOUTHERN AFRICA</p> <p>Banque de développement de l'Afrique australe (DBSA)¹⁴ Actifs: 5,5 milliards de dollars américains</p> |  <p>TRADE & DEVELOPMENT BANK</p> <p>Banque de développement du commerce (TDB) Actifs : 8,4 milliards de dollars américains</p> |  <p>AFREXIMBANK</p> <p>Banque africaine d'import-export (Afrexim) Actifs : 27,9 milliards de dollars américains</p> |

*Bilans à compter de 2022

3. Le rôle des institutions financières internationales

Après l'indépendance, plusieurs pays africains ont envisagé la création d'institutions essentielles au développement du continent. À la suite de la création de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) en 1963, des institutions telles que la BAD ont été mises en place afin de mobiliser des ressources pour investir dans des projets et des programmes essentiels au développement du continent.¹⁵ Plusieurs pays ont également encouragé la création d'institutions financières de développement (IFD) locales après 1960, telles que la Banque de développement de Zambie, la Banque de développement des Seychelles et la Banque de développement du Rwanda, pour n'en citer que quelques-unes. Outre les institutions nationales axées sur les infrastructures, on a également assisté à l'essor d'institutions régionales telles que la BOAD, la TDB et la BIDC, qui ont également coopéré avec la BAD sur d'autres projets.

¹⁴Bien qu'établie par le gouvernement sud-africain seul en tant qu'IFD, la DBSA est incluse en raison de l'orientation des projets dans les pays africains à des niveaux similaires à ceux des autres IFD.

¹⁵Nations Unies, (s.d.). Accord portant création de la Banque africaine de développement. [Disponible ici](#).

Malgré ces changements majeurs, qui ont également coïncidé avec une augmentation du financement des infrastructures par les principales institutions financières internationales (IFI) telles que la Banque mondiale, il subsiste un écart dans les progrès réalisés en raison d'un manque de financement et d'une redéfinition des priorités. Le manque d'infrastructures pour répondre aux besoins essentiels en matière de développement est cité par les Africains comme l'un des obstacles dans leurs pays respectifs, au même titre que le chômage, la santé et l'éducation.¹⁶ Compte tenu de l'intersection entre ces besoins en infrastructures dures et douces, le déficit de financement nécessaire pour répondre à ces besoins a un impact sociétal évident.

Les IFI jouent un rôle crucial dans le financement des infrastructures, mais elles ont sous-estimé l'importance de ce financement et n'ont finalement pas réussi à exploiter pleinement leur potentiel en matière d'octroi de financements adéquats. Entre les années 1980 et le début des années 2000, la Banque mondiale et le FMI ont réorienté leurs priorités, délaissant les investissements dans les infrastructures au profit des dépenses sociales, de l'assistance technique et des réformes de gouvernance.¹⁷ La Banque mondiale a considérablement réduit son financement des infrastructures, qui est passé de 70 % de ses prêts dans les années 1950 et 1960 à seulement 19 % en 1999, suivie par la Banque asiatique de développement (BAD) qui a également enregistré une forte baisse de ses investissements dans les infrastructures jusqu'au début des années 2000.¹⁸ Cette redéfinition des priorités a coïncidé avec une réduction des dépenses intérieures dans la plupart des gouvernements africains en raison des conditions imposées par les programmes d'ajustement structurel du FMI et le programme d'allègement de la dette des pays pauvres très endettés (PPTE) à l'époque.

Ce n'est qu'en 2009 que la Banque mondiale et d'autres grandes institutions multilatérales et créanciers ont mené des recherches sur le déficit infrastructurel en Afrique, relançant ainsi dans une certaine mesure le financement des infrastructures.¹⁹ De 2004 à 2012, on a assisté à une forte augmentation des financements publics au développement (FPD) – en particulier ceux de la BAD et de la Banque mondiale – destinés aux infrastructures. Dans le cadre des programmes de développement des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) et des ODD, les BMD ont collaboré avec les Nations unies et d'autres parties prenantes afin de promouvoir un développement plus global, notamment grâce à un financement durable des infrastructures qui

¹⁶ Brookings Institution (2023). Foresight Africa : Priorités pour l'Afrique en 2023. [Disponible ici](#).

¹⁷ Rose Cirolia, L. (octobre 2020). Autorité fiscale fragmentée et infrastructures fragmentées : Financer le développement urbain durable en Afrique subsaharienne. [Disponible ici](#).

¹⁸ Wang, H., (2017). Nouvelles banques multilatérales de développement : opportunités et défis pour la gouvernance mondiale. [Disponible ici](#).

¹⁹ Gutman, J., Sy, A., et Chattopadhyay, S. (mars 2015). Financement des infrastructures africaines : le monde peut-il y parvenir ? [Disponible ici](#).

respecte les garanties sociales, environnementales et de gouvernance. Le développement des infrastructures a pris de l'importance avec le lancement par la Banque mondiale, en 2014, du Mécanisme mondial pour les infrastructures (GIF), qui coordonne les investissements dans les infrastructures entre les BMD, les gouvernements et le secteur privé. La forte augmentation des financements consacrés aux infrastructures, qui a également coïncidé avec l'expansion de plusieurs institutions de développement africaines aux niveaux national et régional, a permis de progresser dans la satisfaction des besoins en matière de développement.

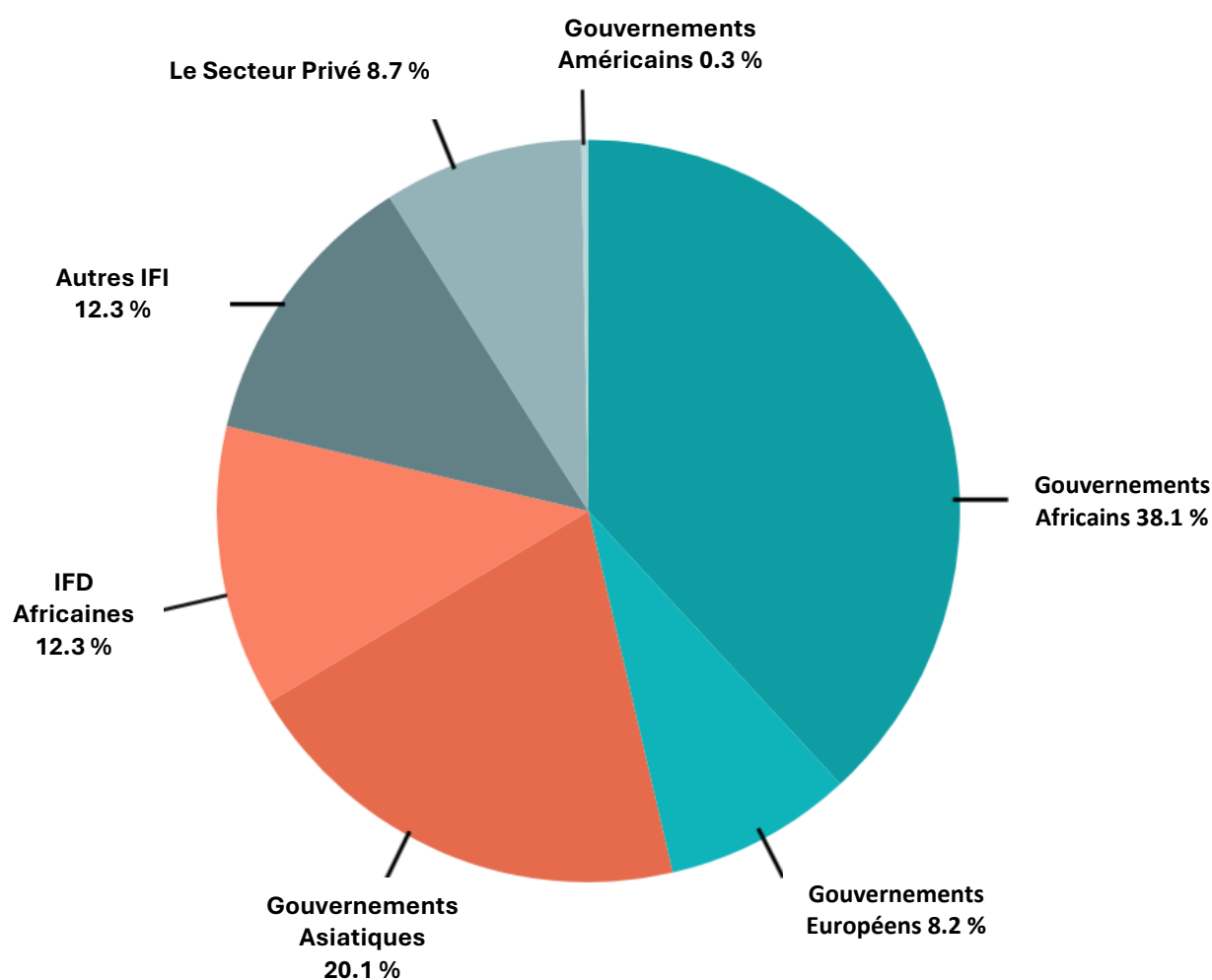


Figure 2: Financement des infrastructures en Afrique (moyenne mobile sur 3 ans).²⁰

Comme le montre la figure 2, la part des IFD africaines et des institutions multilatérales dans le financement des infrastructures sur le continent est d'environ 12 %. Une grande partie des IFD africaines, en termes de taille des actifs, sont régionales. Ainsi, les IFD africaines

²⁰Consortium pour les infrastructures en Afrique (2022). Tendances du financement des infrastructures en Afrique 2019-2020. [Disponible ici.](#)

continuent de jouer un rôle majeur dans le financement des infrastructures, aux côtés d'autres IFI telles que la Banque mondiale et l'AIIB. Le rôle des IFD africaines dépasse celui des gouvernements européens et du secteur privé.

En outre, si l'on exclut le niveau de financement des IFD africaines, les gouvernements africains fournissent la majeure partie du financement des infrastructures, avec une moyenne de 38 %. Il est important de noter que ces dernières années, la part du financement par les États africains est restée supérieure à 40 %. Cela a été confirmé par plusieurs études menées par des organisations telles que l'ICA et Deloitte.²¹

Les institutions financières internationales (IFI) et les banques multilatérales de développement (BMD) doivent redoubler d'efforts pour mobiliser des financements destinés aux investissements dans les infrastructures en Afrique. En effet, un groupe d'experts de l'Independent Review of Multilateral Development Banks (Examen indépendant des banques multilatérales de développement) a démontré en 2022 que les BMD pourraient débloquer plusieurs centaines de milliards de dollars de prêts à moyen terme.²² Cela les obligerait à ajuster leur appétit limité pour le risque et à assouplir les exigences en matière de fonds propres grâce à des réformes telles que la reconnaissance du capital callable.²³ Il a été démontré que cela pourrait se faire sans aucun effet négatif sur leur stabilité financière ou leur notation AAA, tout en leur permettant de remplir leur mission de développement. Malheureusement, l'augmentation des prêts se fait encore attendre.

Néanmoins, les IFI demeurent des acteurs essentiels du financement des infrastructures. Non seulement elles coordonnent les acteurs du secteur par le biais de mécanismes tels que le Forum mondial sur les infrastructures, mais elles participent également à la création de cadres et de normes de durabilité pour soutenir le développement d'infrastructures de qualité.²⁴ De manière générale, les infrastructures économiques constituent le domaine dans lequel les banques multilatérales de développement (BMD) consacrent le plus de fonds, le transport étant le sous-secteur prioritaire pour bon nombre d'entre elles.²⁵ Par ailleurs, les secteurs sociaux tels que l'éducation et la santé constituent les principaux domaines de financement de la Banque

²¹ Pieterse, E., Rose Cirolia, L., et Pollio, A., (2022). Financement des infrastructures en Afrique : aperçu, lacunes et programme de recherche. [Disponible ici](#) ; Deloitte, (2021). Rapport sur les tendances de la construction en Afrique 2021. [Disponible ici](#).

²² Accélérateur de réforme des BMD (2022). Renforcer la capacité d'investissement des BMD : un examen indépendant des cadres d'adéquation des fonds propres des banques multilatérales de développement. [Disponible ici](#).

²³ Oteh, A., Karsenti, R., Nelson, E., & Humphrey, C. (28 septembre 2022). Réformer l'adéquation des fonds propres des BMD : comment débloquer prudemment davantage de ressources financières pour relever les défis du développement mondial. [Disponible ici](#)

²⁴ Nations Unies, (sd). Financement des Objectifs de développement durable : les contributions des banques multilatérales de développement. [Disponible ici](#)

²⁵ Engen, L. et Prizzon, A. (2018). Guide des banques multilatérales de développement. [Disponible ici](#).

mondiale, le soutien programmatique lié à la gouvernance et à la société civile représentant la plus grande part du financement du secteur social.²⁶

Comme le montre le tableau 3 ci-dessous, il existe une variation notable dans la valeur et l'activité des projets entre les différentes régions d'Afrique en ce qui concerne la répartition régionale et la valeur des projets entre 2016 et 2021.

Tableau 3: Projets d'infrastructures dans différentes régions africaines.

| Région africaine | Total du projet 2016 - 2021 | Valeur du projet 2016-2021 (milliards de dollars américains) |
|------------------|-----------------------------|--|
| Nord | 435 | 689,5 |
| Ouest | 580 | 633,7 |
| Central | 119 | 64 |
| Est | 655 | 431 |
| Sud | 581 | 699 |

*Remarque : adapté du rapport 2021 sur les tendances de la construction en Afrique.*²⁷

En termes de dépenses sectorielles, les données de la Banque mondiale indiquent des dépenses plus importantes dans les secteurs sociaux, suivis par les secteurs économiques et productifs (voir figure 3). Si l'on examine les tendances sectorielles du financement des infrastructures par les BMD avec participation privée en Afrique entre 2007 et 2020, on constate que les BMD ont accru leurs investissements dans les transports et les énergies renouvelables ces dernières années, mis à part une baisse en 2020. Cependant, les énergies fossiles continuent de représenter une part importante du total des investissements des BMD, avec 56 % en 2020.²⁸ Une étude menée par la BAD montre que, dans l'ensemble, le développement des infrastructures s'est accru dans tous les pays, selon l'indice de développement des infrastructures en Afrique (AIDI).²⁹

²⁶Ibid.

²⁷Ibid.

²⁸ Lee, N., et Cardenas Gonzalez, M. (2022). Près de dix milliards : Financement des infrastructures public-privé en Afrique subsaharienne. [Disponible ici](#).

²⁹Banque africaine de développement (2023), Programme de connaissances sur les infrastructures en Afrique. [Disponible ici](#).

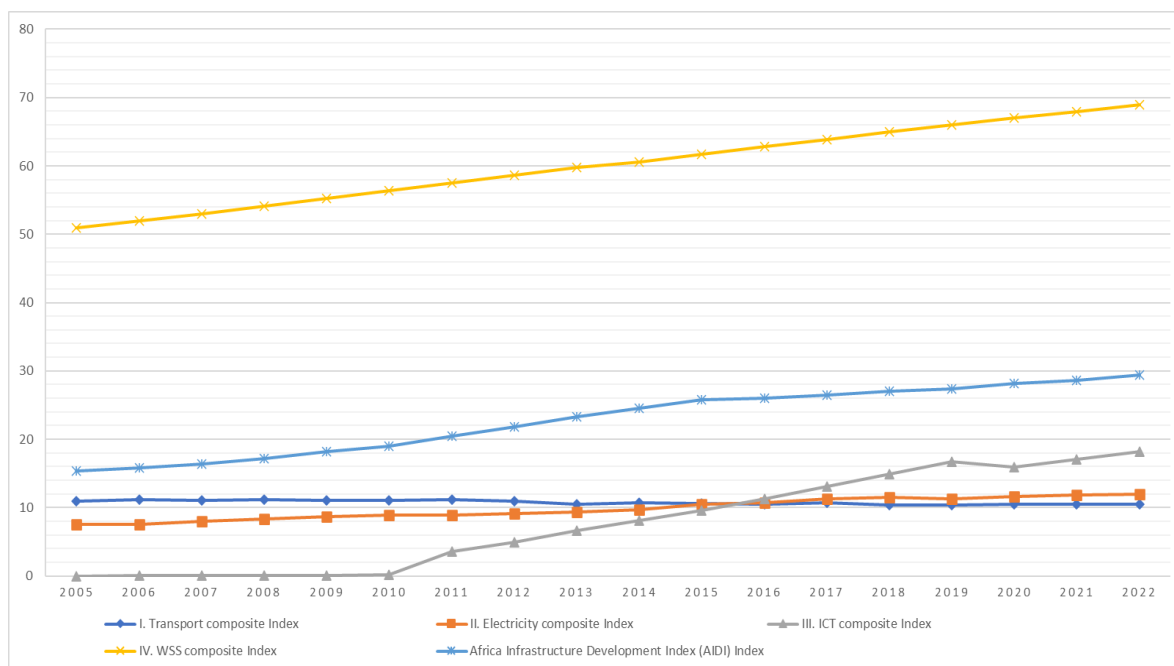


Figure 3: Tendances des infrastructures en Afrique (indice AIDI).³⁰

En moyenne, on constate une nette augmentation des indices composites des TIC, de l'eau et de l'assainissement, et de l'électricité depuis 2005. Les TIC sont passées de 0,004 à 18,2, grâce à l'adoption croissante de nouvelles technologies en Afrique, comme le passage aux téléphones mobiles, alors que de nombreux pays ne disposaient pas de lignes fixes.³¹ Les infrastructures disponibles dans le domaine de l'eau et de l'assainissement, qui étaient déjà plus développées, ont encore progressé depuis 2005. Parmi les différents sous-secteurs des infrastructures, les recherches disponibles montrent le rôle essentiel que jouent les infrastructures de stockage et de distribution dans la sécurité de l'approvisionnement en eau.³² Cela a des implications directes sur la croissance et le développement de l'agriculture dans les pays africains, tant du point de vue de la production de cultures de base qui garantit la sécurité alimentaire que de l'augmentation des volumes lorsque l'on vise le commerce extérieur et la génération de devises étrangères pour une économie.³³ La majeure partie de l'irrigation dans les pays africains étant pluviale et donc vulnérable aux fluctuations des précipitations induites par le changement climatique, les moyens de subsistance des populations sont gravement menacés.

³⁰ Ibid.

³¹ Adeleye, N. et Eboagu, C. (14 mars 2019). Évaluation du développement des TIC et de la croissance économique en Afrique. [Disponible ici.](#)

³² Mwendera, E. et Atyosi, Y. (mars 2018). Étude du stockage de l'eau pour le développement socio-économique en Afrique du Sud. [Disponible ici.](#)

³³ Kadigi, RMJ, Tesfay, G., Bizoza, A., Zinabou, G., & Zilberman, D., (2019). Soutenir la recherche sur les politiques agricoles en Afrique subsaharienne et en Asie du Sud - Irrigation et efficacité de l'utilisation de l'eau en Afrique subsaharienne. [Disponible ici.](#)

L'électricité continue de bénéficier d'un financement accru de la part des IFI, en particulier dans le domaine des énergies renouvelables, passant d'un indice moyen de 8,0 à 12,0. Néanmoins, ce chiffre reste extrêmement faible, car le continent continue de faire face à des problèmes liés au coût élevé de l'électricité et à l'instabilité de l'approvisionnement électrique. Les fréquentes pénuries d'électricité à l'échelle nationale pèsent lourdement sur les systèmes nationaux de santé et d'éducation, ainsi que sur les entreprises.³⁴ Les infrastructures énergétiques sont également essentielles à la création d'industries à valeur ajoutée. Comme l'indique Kouakou (2018), il existe une relation unidirectionnelle entre l'électricité, le PIB et la valeur ajoutée industrielle.³⁵ Par conséquent, les perspectives de valeur ajoutée des produits dans les pays africains et, par conséquent, les progrès de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECA) dépendent fortement d'une production et d'un approvisionnement adéquats en électricité.

Le transport est un secteur dans lequel les investissements sont restés faibles, malgré l'attention accrue qui lui est accordée dans le cadre de la ZLECA. Le développement d'infrastructures de transport efficaces aide les pays africains à atteindre une croissance économique durable. Par exemple, des études soulignent que les coûts d'importation et de fret constituent un obstacle à la compétitivité économique de la Communauté de l'Afrique de l'Est (CAE) en tant que région. L'augmentation des coûts des activités commerciales et la baisse des profits découragent les investissements directs étrangers.³⁶ En outre, la nécessité d'infrastructures dépasse le cadre des ports pour s'étendre aux réseaux de transport intérieurs. Les investissements dans l'entretien des réseaux routiers ou ferroviaires, la réduction des barrières commerciales et la réhabilitation des ports, entre autres, sont des domaines essentiels dans lesquels les IFD locales et régionales devraient accroître leur financement.³⁷

Bien que des progrès aient été réalisés dans le développement des infrastructures en Afrique au cours des dernières décennies, ces progrès ont été plus lents que dans d'autres régions du monde. En fin de compte, pour catalyser le financement du développement des infrastructures, le système des banques multilatérales de développement (BMD) doit être réformé. Le système actuel n'apporte pas un soutien suffisant au développement d'infrastructures résilientes au

³⁴ Makoni, M., (2023). Coupures de courant et système de santé en Afrique du Sud. [Disponible ici](#).

³⁵ Agbaje, BA, et Idachaba, E. (2018). Consommation d'électricité, corruption et croissance économique : données probantes sur certains pays africains. [Disponible ici](#).

³⁶ Adero, N. et Aligula, E. (2012). Défis des infrastructures de transport dans la Communauté de l'Afrique de l'Est, Réseaux de recherche et élaboration des politiques de développement régional dans la Communauté de l'Afrique de l'Est (CAE). [Disponible ici](#).

³⁷ Ndebele, R., Aigbavboa, C. et Ogra, A. (octobre 2018). Développement des infrastructures de transport urbain dans les villes africaines : défis et opportunités. [Disponible ici](#).

changement climatique, car il existe un conflit à somme nulle entre les objectifs climatiques et les objectifs de développement en matière de financement des BMD. De plus, la mobilisation de financements privés à grande échelle reste un défi majeur, car le système actuel des BMD accorde une importance excessive aux prêts de premier rang dans le cadre de ses engagements et propose une gamme limitée de produits financiers, ce qui freine les flux de capitaux privés.³⁸ Les prêts de premier rang obligent au remboursement de la dette avant les autres prêteurs et augmentent ainsi le risque pour les autres parties prenantes en cas de problèmes tels que le défaut de paiement.

Malgré les défis évoqués ci-dessus, la littérature est claire quant à la nécessité des infrastructures. Une analyse régionale réalisée par la Banque mondiale a estimé à 1,2 % l'augmentation du PIB par habitant résultant des améliorations apportées aux infrastructures dans la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) entre 1995 et 2005.³⁹ En Inde, S&P Global estime qu'un investissement dans les infrastructures représentant 1 % du PIB du pays génère une croissance économique de 2 %, soulignant ainsi l'effet multiplicateur des investissements dans les infrastructures.⁴⁰ Ces exemples soulignent le besoin urgent d'augmenter le financement des infrastructures en Afrique. Afin de tracer la voie pour combler ce déficit, le présent rapport examine les tendances actuelles et les obstacles à l'augmentation du financement des infrastructures par les institutions financières internationales, ainsi que le rôle joué par les banques multilatérales de développement dans la réduction du déficit infrastructurel en Afrique.

4. Conclusions du rapport

4.1 Introduction.

Les sections précédentes ont mis en évidence le rôle essentiel des banques de développement dans le financement des infrastructures. Chaque banque de développement a plusieurs priorités et capacités financières qui sont principalement soutenues par le mandat, le capital et les besoins en infrastructures de ses membres. Cette section présente une analyse approfondie de six banques régionales de développement clés en Afrique, ainsi que les conclusions respectives

³⁸ Lee, N., Laxton, V., et Matthews, S., (2023), À quoi ressemblerait la BMD idéale pour le développement et le climat ? [Disponible ici](#).

³⁹Ranganathan, R. et Foster, V. (décembre 2011). Les infrastructures de la SADC : une perspective régionale. [Disponible ici](#).

⁴⁰Dangra, A. (2 août 2016). La pièce manquante de la croissance économique de l'Inde : des infrastructures robustes. [Disponible ici](#).

des entretiens menés. En termes de couverture sectorielle, cette section se concentre sur les infrastructures dures et douces. Les infrastructures douces désignent les services utilisés pour répondre aux besoins économiques ou sociaux d'un pays, tels que la santé, l'éducation, la sécurité et les services financiers. Cependant, elles peuvent également inclure les services de fabrication et de logistique dans une économie. Les infrastructures dures désignent les infrastructures physiques de base qui soutiennent les activités économiques d'un pays.



Figure 4: Banques régionales de développement à analyser

4.1.1 Banque africaine de développement (BAD)

La Banque africaine de développement (BAD) est la plus grande banque multilatérale de développement régionale en Afrique, tant en termes de nombre de pays membres que de financement. La BAD a financé environ 5 699 projets, pour un montant total de plus de 108 milliards de dollars américains, à travers des prêts mais aussi via des fonds.⁴¹

Depuis sa création, la banque s'est attachée à garantir que les ressources, tant techniques que financières, soient allouées ou mobilisées en faveur de projets de développement dans toutes les régions. Le développement des infrastructures a été au cœur de son mandat, la banque jouant

⁴¹Banque africaine de développement (2023). Rapport annuel 2022. [Disponible ici](#) ; Banque africaine de développement (sd). MapAfrica. [Disponible ici](#).

un rôle crucial dans les projets d'infrastructure d'intégration régionale dans le cadre de programmes globaux, tels que le Programme pour le développement des infrastructures en Afrique (PIDA) de l'Union africaine. Par rapport à d'autres banques régionales, la BAD est le principal bailleur de fonds pour les infrastructures dans tous les secteurs.⁴² Cette section présente les tendances du financement des infrastructures par la BAD ainsi que les fonds alloués par la Banque depuis 2000.

La BAD en un coup d'œil.

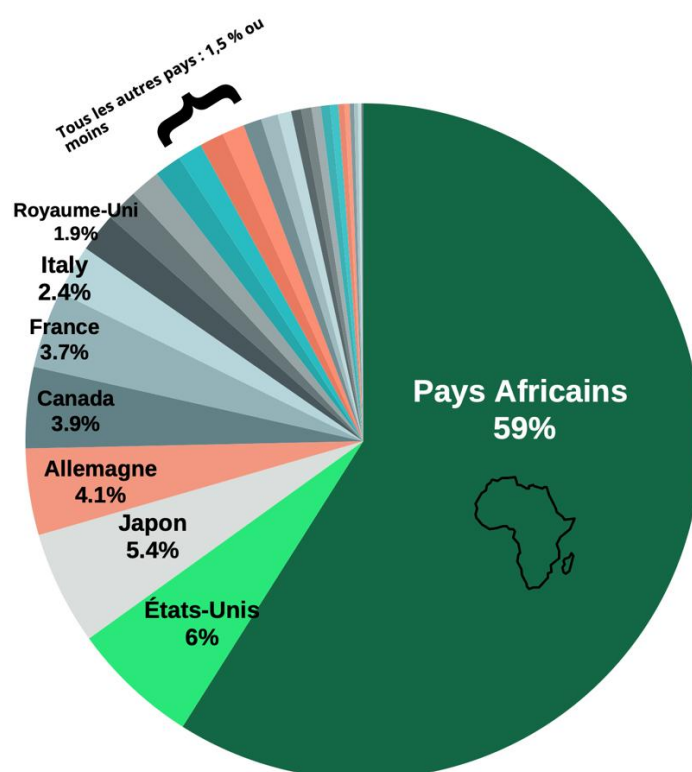


Figure 5: Actionnaires de la BAD par part de capital.

En ce qui concerne les actionnaires, la plupart des actions sont détenues par des pays africains, qui détiennent 59 % des parts, suivis par 27 actionnaires non régionaux qui détiennent les 41 % restants. En ce qui concerne les partenaires externes, aucun actionnaire ne détient plus de 10 %. Ces actionnaires non régionaux comprennent 27 membres, les États-Unis d'Amérique (6 %), le Japon (5,4 %) et l'Allemagne (4,1 %) détenant le plus grand nombre d'actions dans les régions Amériques, Asie et Europe. En termes de droit de vote, les actions donnent droit à des voix, ce qui signifie que les pays africains détiennent le plus grand nombre de droits de vote. Parmi

⁴²Nyadera, IN, Agwanda, B., Onder, M., et Mukhtar, IA, (2022). Multilatéralisme, régionalisme développemental et la Banque africaine de développement. [Disponible ici](#).

ceux-ci, le Nigeria est le principal actionnaire avec 8,7 %, suivi de l'Égypte et de l'Afrique du Sud avec respectivement 6,1 % et 5 %.

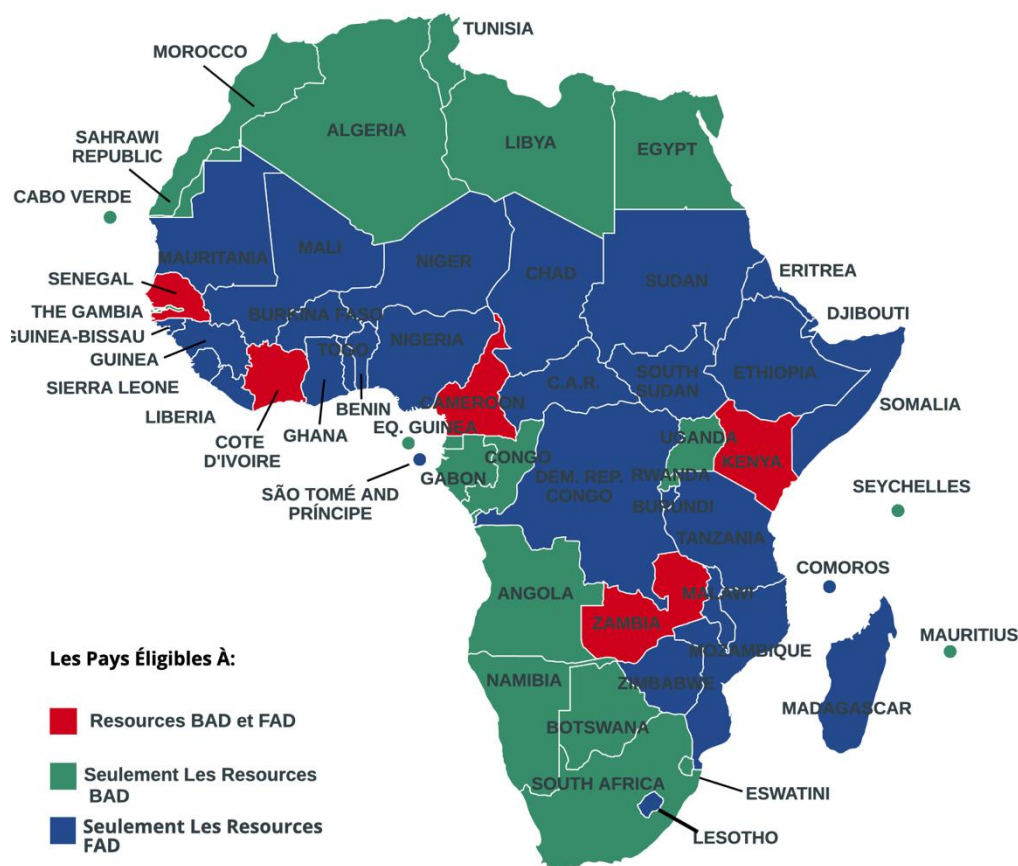


Figure 6: Pays éligibles au financement de la BAD.

Tous les pays africains peuvent recevoir un financement du Groupe de la BAD, via différents canaux. Ces canaux comprennent la Banque africaine de développement (BAD), le Fonds africain de développement (FAD) et le Fonds fiduciaire nigérian (NTF).⁴³ Tous les pays, à l'exception de la République sahraouie, sont éligibles au NTF, seuls l'ADF et l'ADB ayant des règles d'éligibilité différentes. La principale différence entre ces fonds réside dans le fait que la BAD se concentre sur les investissements, tant privés que publics, qui visent à améliorer le bien-être économique de l'Afrique. En comparaison, le FAD donne la priorité à des questions telles que la sécurité alimentaire dans les États à faible revenu et fragiles du continent. Enfin, le NTF cofinance des projets à la fois avec le FAD et la BAD, mais mène également des projets

⁴³Groupe de la Banque africaine de développement - Informations institutionnelles. (sd). [Disponible ici](#).

spécifiques, en particulier dans les zones à faible revenu, grâce à des capitaux supplémentaires fournis par le gouvernement nigérian.

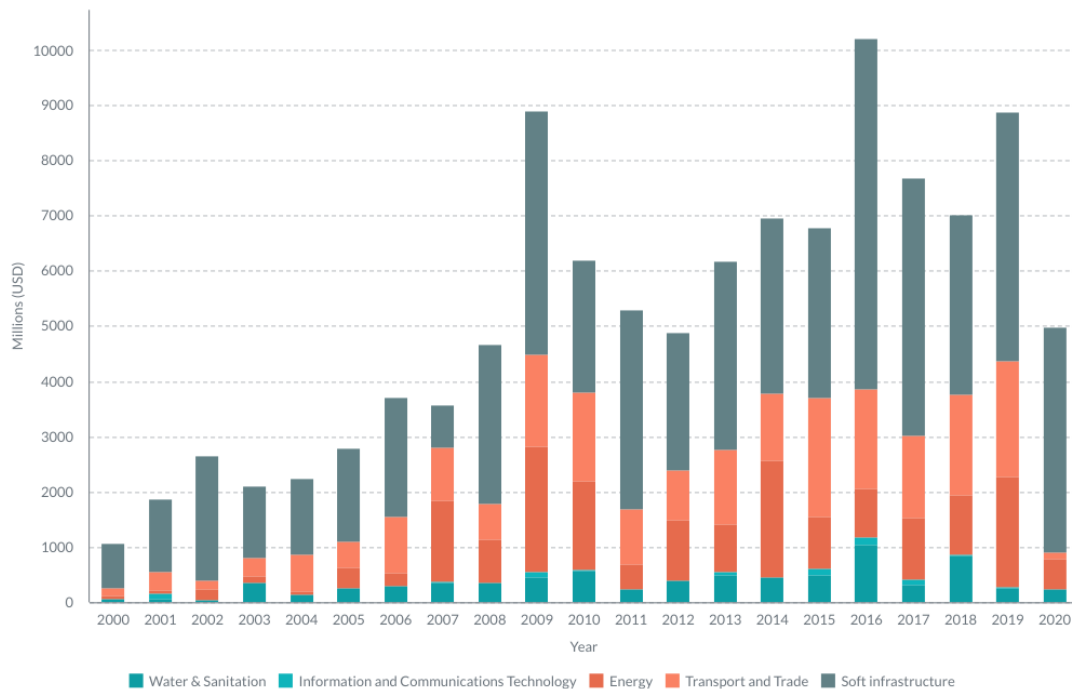


Figure 7: Décaissements annuels de la BAD.

Depuis les années 2000, le montant total des décaissements annuels de la BAD a augmenté, atteignant un pic en 2016 avec 10,2 milliards de dollars américains, contre un minimum de 1 milliard de dollars américains en 2000. Le financement annuel total s'est élevé en moyenne à 5,2 milliards de dollars américains par an, la BAD devenant ainsi la plus grande institution de prêt parmi les banques multilatérales de développement situées et fondées en Afrique. Toutefois, par rapport aux propres prévisions de la BAD concernant les besoins annuels de financement des infrastructures du continent, estimés à environ 86,7 milliards de dollars américains, les tendances passées en matière de décaissements reflètent l'ampleur des déficits de financement existants en Afrique.

À l'exception de 2007, année qui a vu une augmentation des financements destinés à l'approvisionnement en électricité dans plusieurs pays, les décaissements consacrés aux infrastructures douces sont restés les plus élevés, avec 2,9 milliards de dollars américains par an, tandis que les transports et le commerce représentent près de la moitié de cette valeur, avec 1 milliard de dollars américains.

En revanche, l'eau et l'assainissement, ainsi que les infrastructures TIC, ont été les secteurs les moins financés, recevant en moyenne respectivement 382,6 millions et 33,8 millions de dollars américains. La raison principale en est que ces secteurs sont moins intensifs en capital et ont donc tendance à être financés par les budgets de l'État. En ce qui concerne les TIC, on observe également une contribution accrue de la part de l'État et des entreprises du secteur privé qui exploitent des réseaux locaux et régionaux.

Cependant, cela ne signifie pas pour autant que ces régions bénéficient d'un niveau de développement élevé, car environ 60 % de la population africaine n'a pas accès à une source d'eau potable fiable.⁴⁴ En matière de TIC, le taux de pénétration d'Internet montre qu'une grande partie du continent reste non desservie en termes d'accès aux TIC, ce qui réduit le potentiel de création d'une économie numérique.

Les répercussions de nombreux chocs macroéconomiques sur le financement sont visibles dans les tendances des décaissements. Par exemple, on a observé une baisse des décaissements entre 2010 et 2012 en raison de la crise financière de 2008. Une tendance similaire a été observée entre 2017 et 2020, qui a coïncidé respectivement avec les opérations spéciales menées par la banque en 2016 et la pandémie de COVID-19. La hausse des décaissements en 2016 était principalement due aux opérations anticycliques menées par la banque depuis 2013 et à leur réduction soudaine. En 2020, avec l'arrivée du COVID-19, les flux financiers ont diminué, notamment en raison de l'arrêt des projets d'infrastructure dû aux confinements et de la redéfinition des priorités en faveur des besoins en matière de santé et de bien-être. La figure 8 examine en détail les différentes répartitions entre les secteurs afin d'identifier les changements en matière de financement au fil des ans.

⁴⁴Fonds des Nations Unies pour l'enfance (2022). Progrès en matière d'eau potable, d'assainissement et d'hygiène en Afrique 2000-2020 : 5 ans après les ODD. [Disponible ici](#).

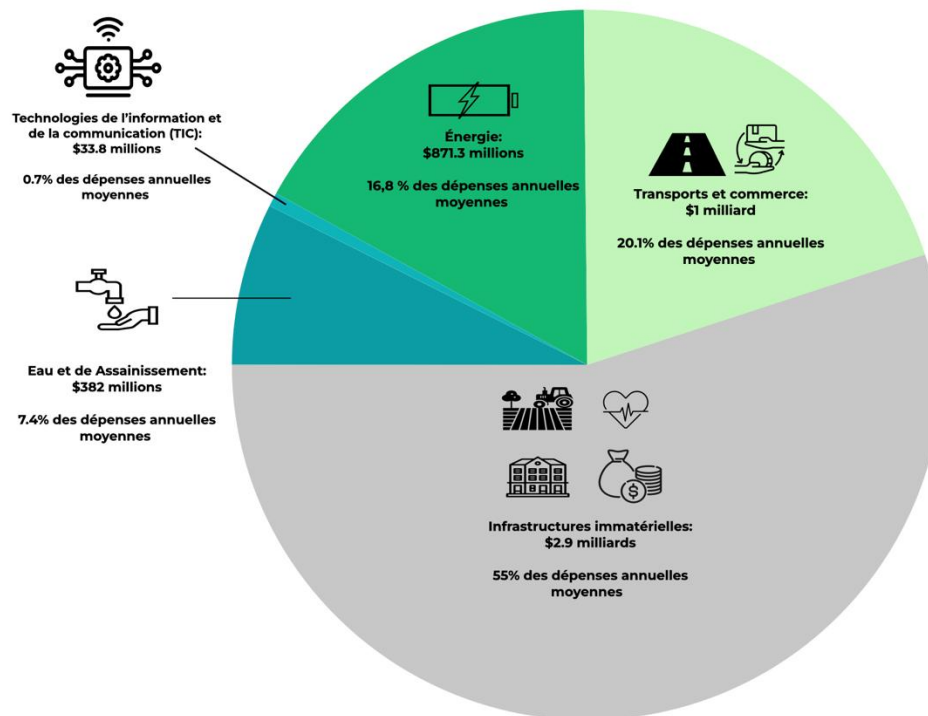


Figure 8: Décaissements annuels moyens de la BAD par secteur.

Au niveau sectoriel, les infrastructures douces représentent la part la plus importante des décaissements annuels moyens, avec 55 %, soit 2,9 milliards de dollars américains en moyenne. Les infrastructures dures représentent 45 %, les principaux secteurs étant les transports et le commerce, ainsi que l'énergie. En raison des besoins croissants en infrastructures et d'une intégration renforcée, plusieurs pays ont bénéficié d'un soutien financier pour leurs projets. La BAD a consacré 20,1 % de ses décaissements annuels au secteur des transports et du commerce, soit 1 milliard de dollars américains. Les besoins en énergie ont été relativement élevés, environ 43 % de la population n'y ayant pas accès, et la plupart des pays ayant développé leur offre grâce aux technologies vertes. La nécessité pour les pays d'atténuer les effets écologiques grâce à une transition verte, tout en développant leurs capacités de production et d'accès à l'électricité, a donné lieu à plusieurs projets interrégionaux dans le cadre du PIDA. Ainsi, en moyenne, 871,3 millions de dollars américains ont été consacrés chaque année au financement de l'énergie, soit 16,8 % du total des décaissements. L'eau et l'assainissement, ainsi que les TIC, comme indiqué précédemment, ont bénéficié d'un financement moindre, ne représentant respectivement que 7,4 % et 0,7 % en moyenne des décaissements annuels.

4.1.2 Banque ouest-africaine de développement (BOAD)

Créée en 1976 en tant qu'organisme régional de financement du développement pour l'Union monétaire ouest-africaine (UMOA), la Banque ouest-africaine de développement (BOAD) est devenue une institution essentielle dans le financement des infrastructures pour les pays d'Afrique de l'Ouest. Elle a financé plusieurs projets dans les secteurs des transports, santé, éducation, agriculture, immobilier, énergie et de l'assurance. Au total, depuis 1976, les engagements se sont élevés à 11,4 milliards de dollars américains dans la région. Cette section examine les tendances en matière de financement après 2000 dans tous les secteurs.

Le BOAD en un coup d'œil.

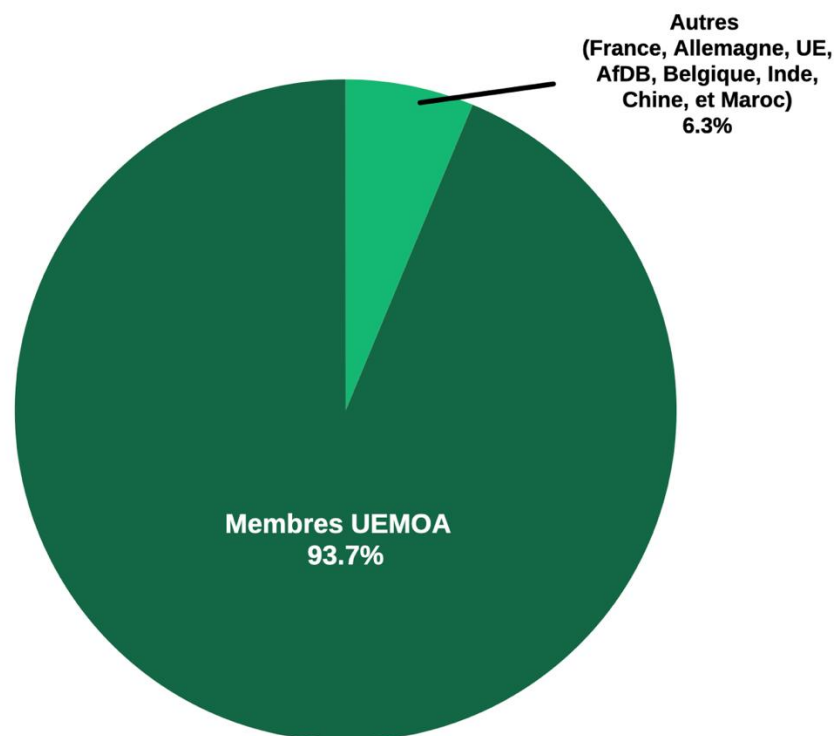


Figure 9: Actionnaires de la BOAD par part de capital.

Les actionnaires de la BOAD sont composés de 8 pays membres de l'UEMOA, avec la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), et de 8 pays non membres.⁴⁵ Les membres de l'UEMOA situés en Afrique détiennent 93,7 % du capital de l'AMFI, tandis que les non-membres en détiennent 6,3 %. Ainsi, les pays africains détiennent la majorité du capital.

⁴⁵France, Allemagne, Union européenne, BAD, Belgique, Inde, Chine et Maroc

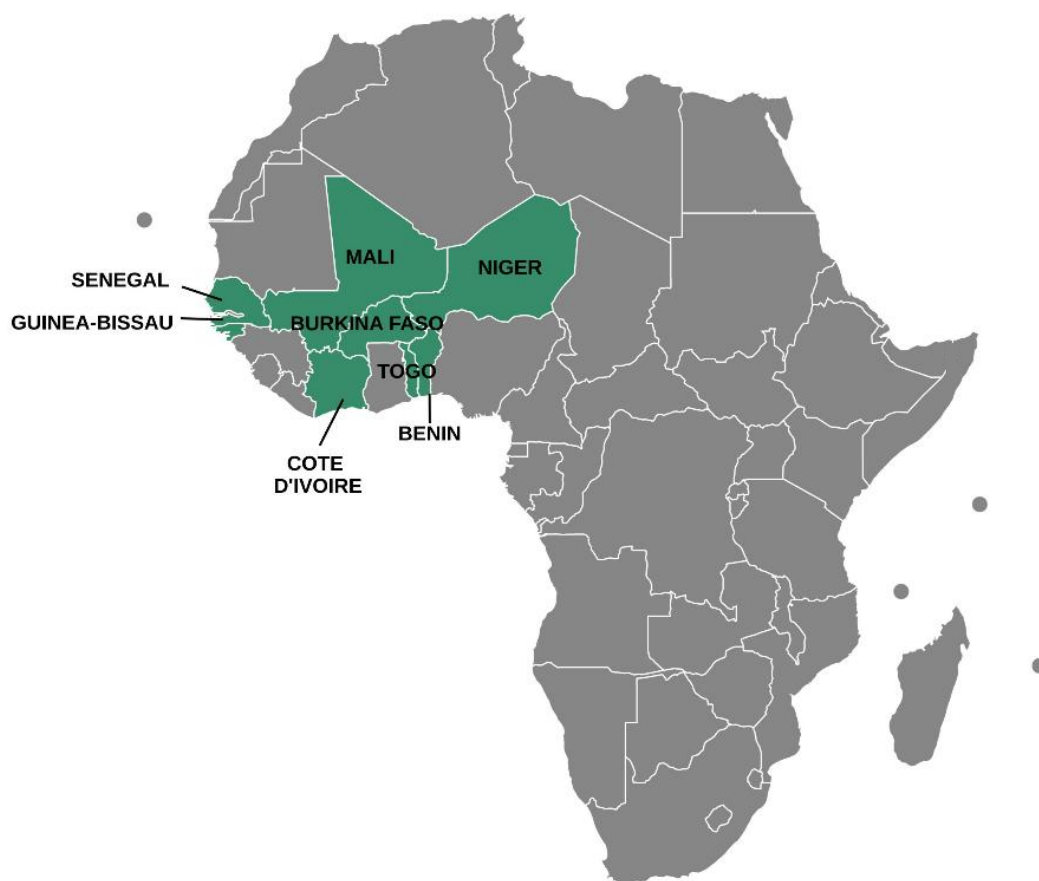


Figure 10: Pays éligibles au financement de la BOAD.

La BOAD fournit des financements à tous les pays membres de l'UEMOA, qui comprend le Sénégal, la Guinée-Bissau, le Burkina Faso, le Togo, le Bénin, le Niger, le Mali et la Côte d'Ivoire.

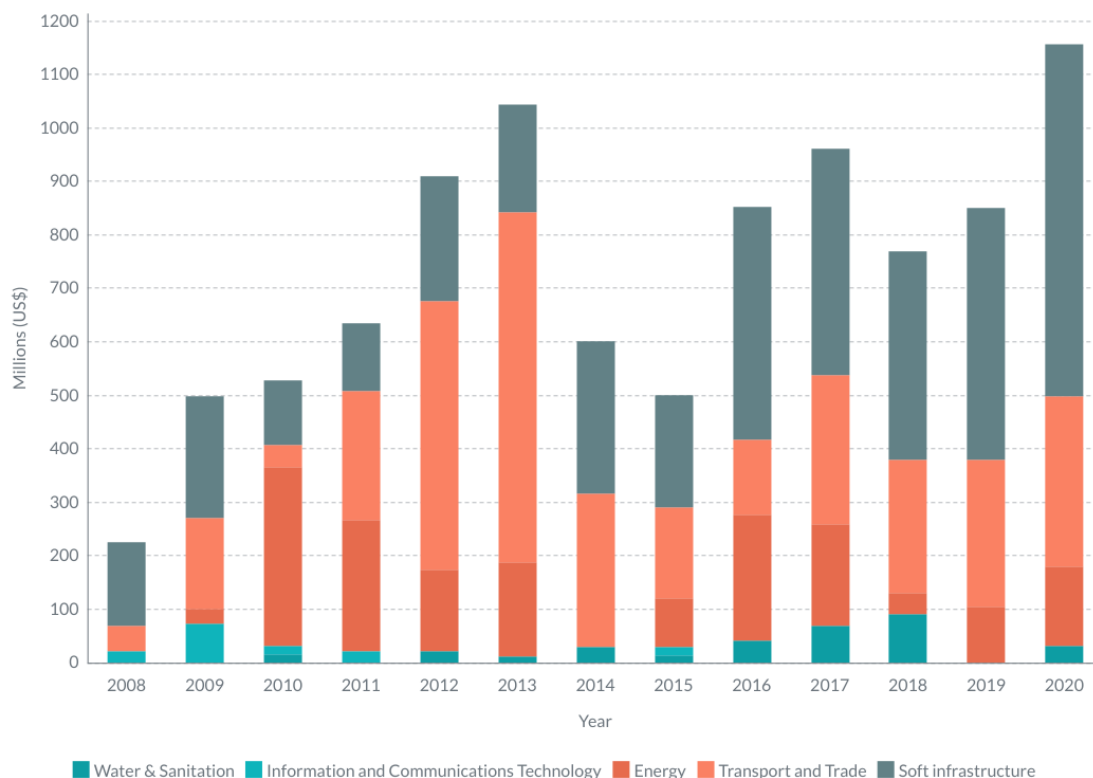


Figure 11: Décaissements annuels de la BOAD.⁴⁶

Depuis 2008, le financement accordé par la BOAD aux besoins en infrastructures douces des États d'Afrique de l'Ouest a connu une croissance. À l'instar d'autres banques régionales, cette croissance n'a toutefois pas été constante au fil du temps. Dans l'ensemble, les décaissements annuels se sont élevés en moyenne à 732,9 millions de dollars américains, le financement moyen le plus élevé étant consacré aux infrastructures douces. Les principaux projets d'infrastructures douces comprennent la construction d'écoles, de logements sociaux, d'établissements de santé et d'infrastructures agricoles.⁴⁷ Bien que le financement ait été principalement axé sur ces domaines dans leur ensemble, les secteurs des transports et du commerce ont reçu la majeure partie des fonds, atteignant un pic en 2013. Par rapport aux autres secteurs, les décaissements annuels moyens se sont élevés à 259,5 millions de dollars américains, tandis que les secteurs de l'énergie, des TIC, de l'eau et de l'assainissement ont reçu respectivement 134,1 millions, 11,6 millions et 25 millions de dollars américains. L'augmentation du financement accordé aux transports et au commerce est attribuée au développement routier dans les pays d'Afrique de l'Ouest, avec des initiatives telles que l'Action communautaire pour les infrastructures routières et les transports (PACITR). Rien qu'en 2013,

⁴⁶Banque ouest-africaine de développement (2022). Rapport annuel 2021. [Disponible ici.](#)

⁴⁷Ibid

17 projets non commerciaux ont été consacrés aux routes, atteignant 1 215,7 km de construction et de réhabilitation. Ainsi, les infrastructures de transport et de commerce ont dépassé tous les secteurs, y compris l'ensemble des infrastructures douces, entre 2011 et 2014.

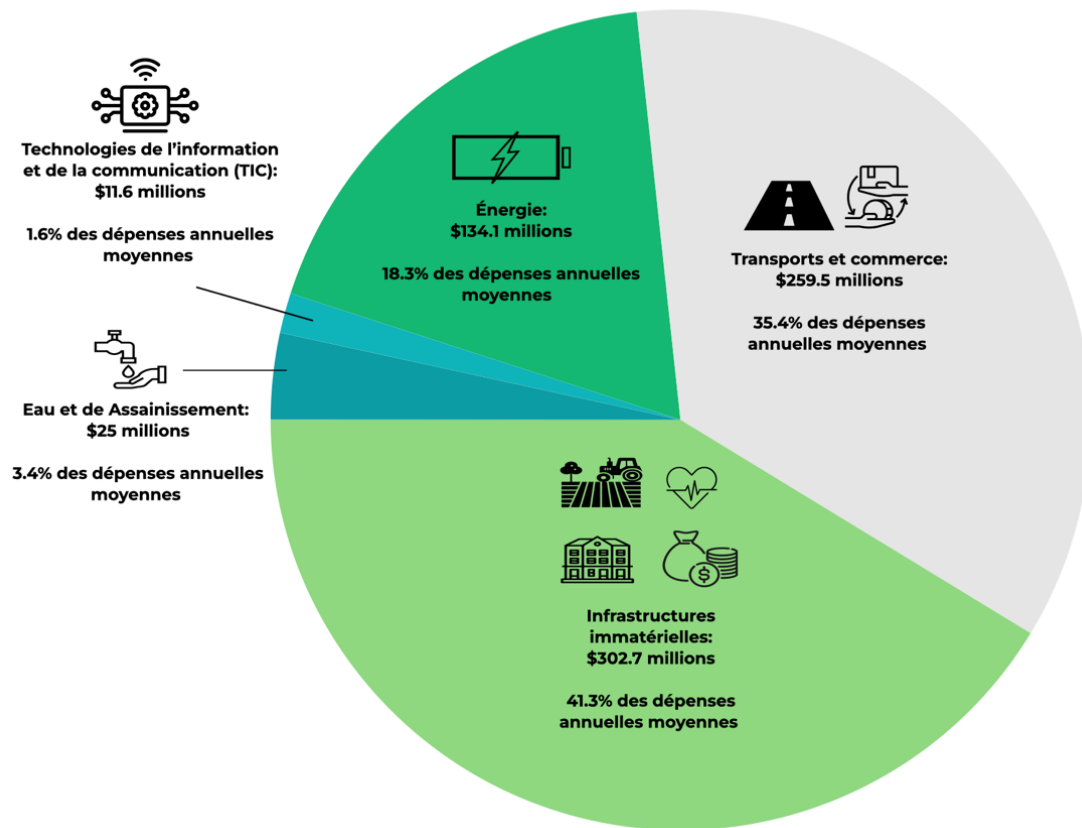


Figure 12: Décaissements annuels de la BOAD en pourcentage.

En termes de pourcentage alloué à chaque secteur chaque année, les dépenses consacrées aux infrastructures douces représentent 41,3 %, soit en moyenne 302,7 millions de dollars américains par an. Les infrastructures de transport et de commerce, ainsi que l'énergie, ont représenté, à l'instar d'autres banques régionales telles que la BAD, la plus grande part des infrastructures dures. Ces secteurs représentent respectivement 35,4 % et 18,3 % du financement annuel moyen de la BOAD, soit 259,5 millions de dollars américains et 134,1 millions de dollars américains, respectivement. Bien que les besoins en matière d'eau et d'assainissement et de TIC restent importants, ces deux secteurs reçoivent en moyenne moins de financement, ne représentant que 3,4 % et 1,6 %, ce qui contraste fortement avec les autres secteurs.

4.1.3 Banque de développement de l'Afrique australe (DBSA)

La Banque de développement de l'Afrique australe (DBSA) est la plus grande banque de développement publique dédiée au développement dans plusieurs pays du continent africain. Créée en 1983, la DBSA a pour objectif d'étendre son champ d'action, en particulier dans la région de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC), bien qu'elle soit détenue à 100 % par le gouvernement sud-africain. Dans son portefeuille, la DBSA détient environ 4,4 milliards de dollars américains de prêts au développement dans toute la région. Les financements ont été accordés à des secteurs clés tels que les TIC, l'eau et l'assainissement, les transports et l'énergie, ainsi qu'à la santé, l'éducation et les établissements humains, tant en termes d'infrastructures économiques que sociales. Cette section examine l'évolution des financements dans les différents secteurs depuis 2000.

La DBSA en un coup d'œil.



Figure 13: Pays ayant reçu un financement de la DBSA.

Contrairement à la plupart des AMFI nationales du continent, la DBSA a pour mandat de contribuer à tous les pays de la région de la SADC. Comme le montrent les figures 12 et 13, 13 pays ont bénéficié d'un financement pour des infrastructures tant dures que douces.

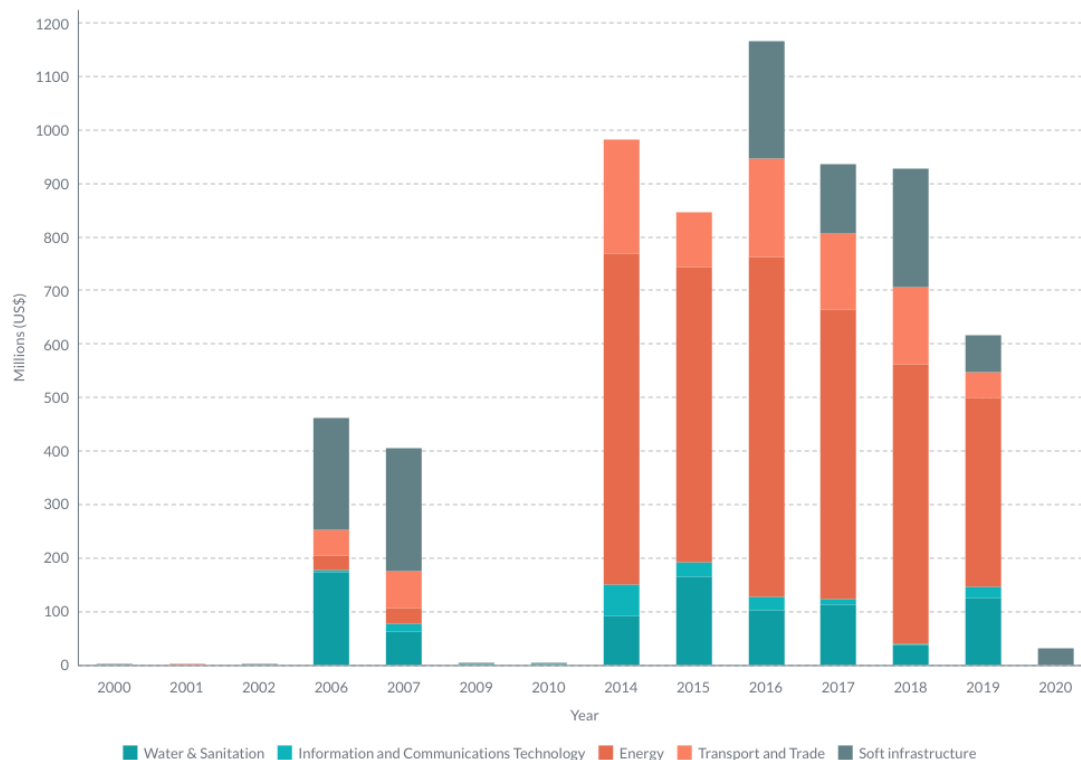


Figure 14: Décaissements annuels de la DBSA.

De 2000 à 2020, la DBSA a déboursé en moyenne 455,8 millions de dollars américains par an. Il convient toutefois de noter que les niveaux de financement ont été particulièrement élevés entre 2014 et 2018. Au cours de cette période, le financement du secteur énergétique a augmenté, l'accent étant mis sur l'augmentation de l'offre en Afrique du Sud et dans la SADC, car ces deux régions continuent de faire face à des pénuries et sont actuellement engagées dans un plan de transition écologique. Le financement des projets énergétiques a atteint son niveau maximal en 2016, avec 635,2 millions de dollars américains, année au cours de laquelle les fonds versés aux infrastructures douces et au secteur des transports et du commerce ont également augmenté. Ces secteurs sont relativement similaires en termes de financement global, avec des versements s'élevant respectivement à 79,1 millions de dollars américains et 68,1 millions de dollars américains en moyenne par an.

En termes d'infrastructures douces, la DBSA a un impact direct sur les ménages grâce à des investissements dans des domaines tels que les établissements humains. Les secteurs les moins financés sont ceux de l'eau et de l'assainissement, ainsi que les TIC, qui ont respectivement

bénéficié de décaissements s'élevant à 62,4 millions de dollars US et 11,8 millions de dollars US par an. En termes de financement global dans tous les secteurs, on observe une influence claire des facteurs macroéconomiques sur le financement après 2008 et après 2019. Avant la crise financière mondiale de 2008, le financement a connu un essor relatif, qui s'est accompagné de décaissements en faveur des infrastructures douces, ainsi que du secteur de l'eau et de l'assainissement, afin de répondre aux besoins de l'Afrique du Sud et de la SADC. Cependant, pendant la crise financière mondiale de 2008, le financement a atteint des niveaux historiquement bas. Cette baisse du financement est similaire à l'effondrement du financement observé pendant la pandémie de COVID-19 en raison de la redéfinition des priorités financières, ainsi que des retards pris par plusieurs projets visant à réduire la propagation des infections.

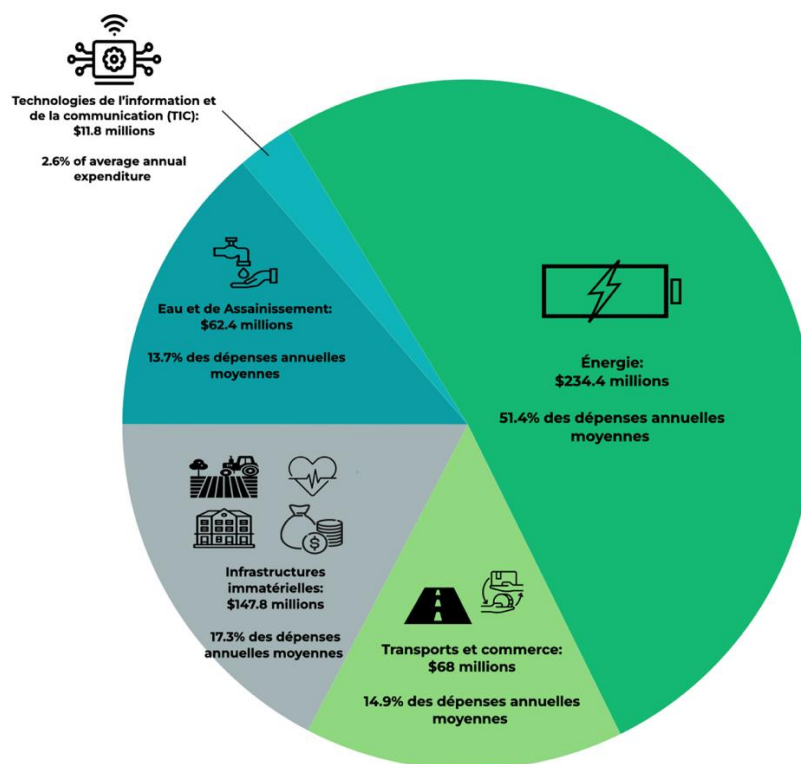


Figure 15: Décaissements annuels moyens de la DBSA par secteur.

Depuis 2000, le secteur le plus financé en moyenne est celui de l'énergie, avec une part de 51,4 % ou 234,4 millions de dollars américains par an. Il est suivi par les infrastructures douces, qui constituent un secteur crucial, en particulier en Afrique du Sud, avec une part de 17,3 %. Ce chiffre est légèrement supérieur à celui du secteur des transports et du commerce, qui représente 14,9 %. Les domaines les moins financés en termes de part moyenne annuelle des décaissements sont l'eau et l'assainissement, avec 62,4 millions de dollars américains (13,7 %), et les TIC, avec 11,8 millions de dollars américains (2,6 %).

4.1.4 Banque d'investissement et de développement de la CEDEAO (BIDC)

Officiellement réorganisée en 2006 à la suite de la fusion entre le Fonds régional de développement de la CEDEAO (ERDF) et la Banque régionale d'investissement de la CEDEAO (ERIB), la Banque d'investissement et de développement de la CEDEAO (BIDC) est un AMFI essentiel pour la région de la CEDEAO. Le concept de la BIDC est né à la suite de la création du fonds de la CEDEAO au milieu des années 1970. La banque a été créée pour répondre aux besoins de financement de la CEDEAO dans des domaines tels que les infrastructures. En termes d'infrastructures physiques, les secteurs qui ont bénéficié d'un financement dans les 15 États membres comprennent les transports, l'énergie et l'eau, tandis que les infrastructures douces dans des domaines tels que l'éducation et la santé ont également reçu des financements. En 2021, le capital autorisé de la banque s'élevait à 1,5 milliard de dollars américains. La section suivante examine les allocations aux différents secteurs d'infrastructure depuis 2012, selon les données recueillies.

BIDC-EBID en un coup d'œil.

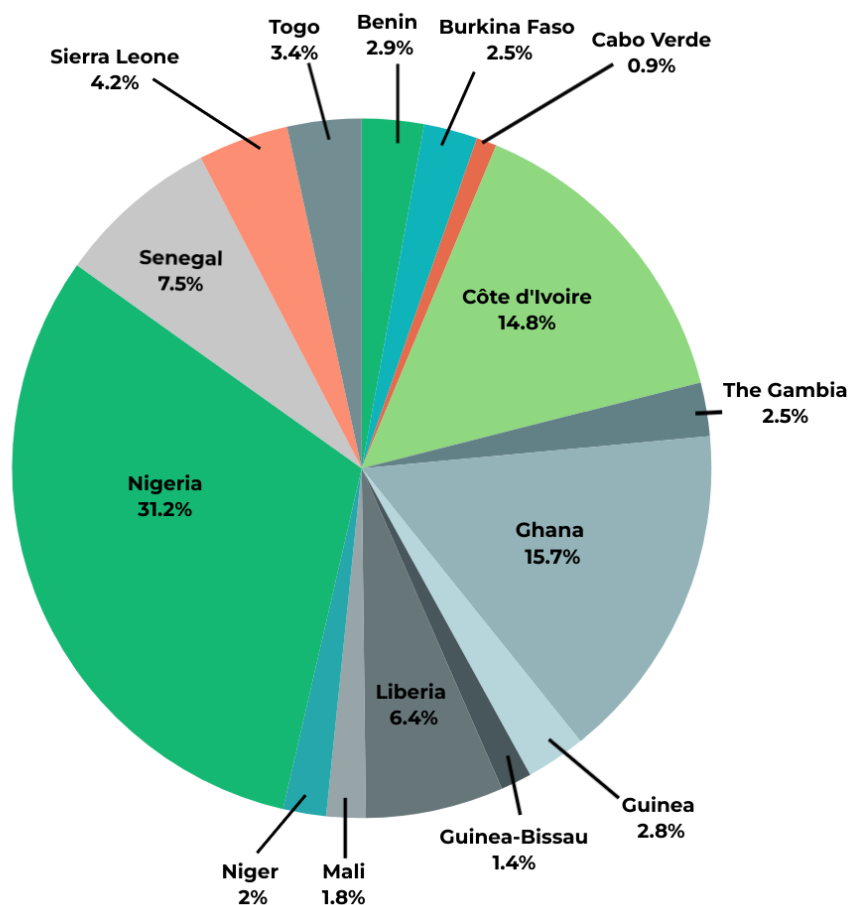


Figure 16: Actionnaires de la BIDC par part de capital.

BIDC est composée à 70 % de capitaux réservés aux membres de la CEDEAO et à 30 % à des parties prenantes externes. En 2023, les 30 % n'ont fait l'objet d'aucune offre, de sorte que les seuls actionnaires sont les membres de la CEDEAO. Parmi les pays concernés, le Nigeria, le Ghana et la Côte d'Ivoire détiennent la plus grande partie du capital, avec respectivement 31,2 %, 15,7 % et 14,8 %.



Figure 17: Pays éligibles au financement de la BIDC.

BIDC finance des projets d'infrastructure dans les 15 États membres de la CEDEAO. Les membres n'appartenant pas à la CEDEAO ne peuvent pas bénéficier d'un financement pour leurs projets en raison du mandat du BIDC.

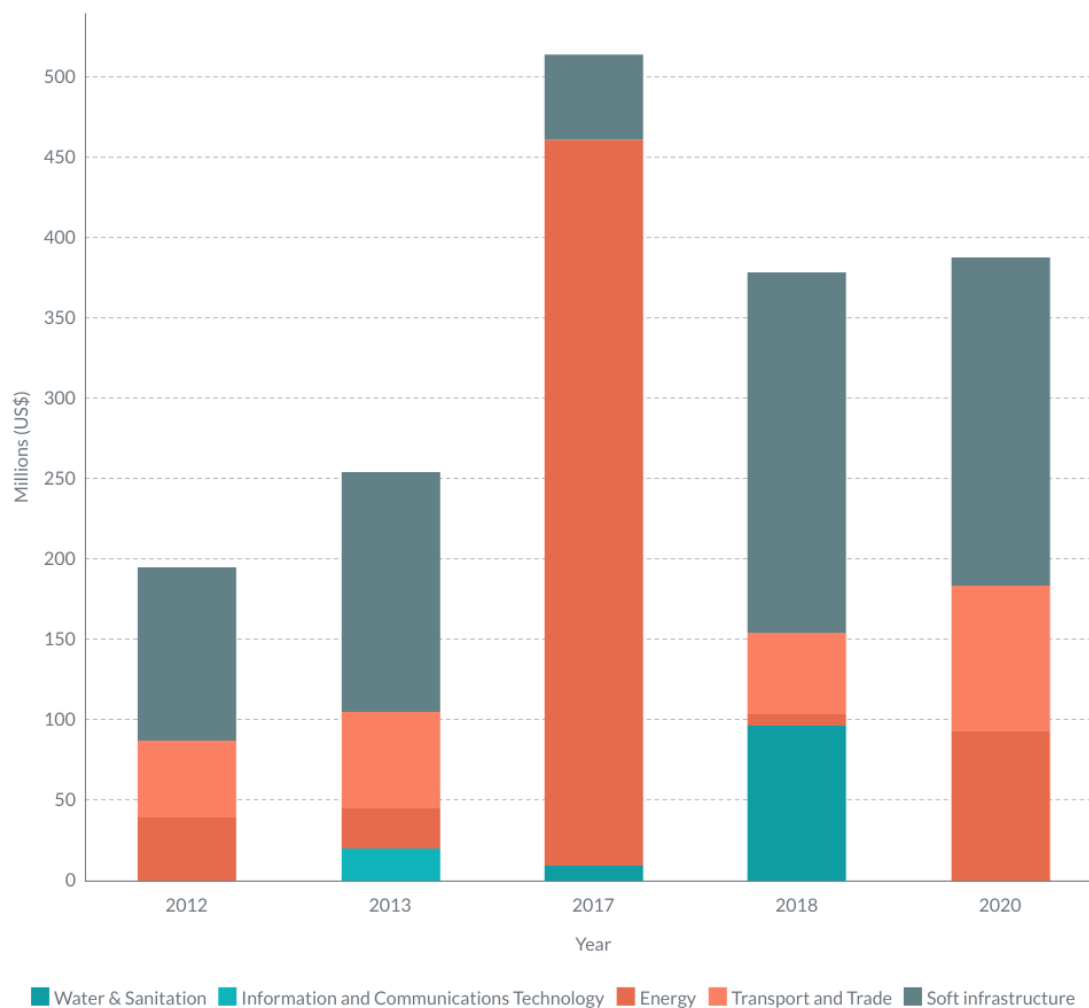


Figure 18: Décaissements annuels de la BIDC.

Au fil des ans, le financement accordé par la BIDC est passé d'un décaissement annuel de 193,6 millions de dollars américains en 2012 à 388,1 millions de dollars américains en 2020, malgré le COVID-19. En termes de décaissements sectoriels, les infrastructures douces constituent le secteur le plus financé, à l'instar de plusieurs AMFI analysées. De 2012 à 2020, le secteur des infrastructures douces a reçu en moyenne 171,6 millions de dollars américains par an, le financement le plus élevé ayant été atteint en 2013 avec 149,5 millions de dollars américains. L'énergie arrive en deuxième position, avec un total de 616,5 millions de dollars américains pour la période évaluée, le pic ayant été atteint en 2017.

Au fil du temps, la CEDEAO a renforcé l'orientation de ses projets vers l'énergie, en particulier l'électrification rurale et le déploiement des énergies renouvelables. Seuls 42 % de la population de la région de l'Afrique de l'Ouest ont accès à l'électricité, et seulement 16 % de la population

rurale.⁴⁸ L'Afrique de l'Ouest vise un taux d'électrification de 100 % d'ici 2030.⁴⁹ À l'instar d'autres AMFI de premier plan dans la région, les infrastructures de transport et de commerce constituent l'un des trois principaux secteurs en termes de volume de financement, avec un total de 248,7 millions de dollars américains pour la période analysée. Ainsi, le financement accordé aux transports et au commerce pendant cette période est environ deux fois moins élevé que les décaissements consacrés à l'énergie. Cette différence s'explique principalement par l'augmentation du financement accordé à l'énergie en 2017. Malgré cette différence, la CEDEAO est fortement intégrée, contrairement à d'autres régions, en raison de son union historique, qui est l'une des plus importantes du continent. Compte tenu de cela, plusieurs projets, notamment la réhabilitation et les infrastructures routières, ont été au centre des préoccupations de la région afin de permettre une meilleure intégration.

Enfin, comme pour les autres AMFI, les secteurs de l'eau et de l'assainissement, ainsi que celui des TIC, sont ceux qui reçoivent le moins de financements. Ces deux secteurs ont respectivement reçu 105,4 millions de dollars américains et 20,2 millions de dollars américains, restant sous-financés pendant la plupart des années, avec un financement proche de zéro. Ainsi, le financement dans ces secteurs a principalement été acheminé soit par d'autres banques régionales, soit par le secteur privé, soit par les dépenses publiques respectives.

⁴⁸Parlement de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, (sd). « Seulement 42 % des citoyens ouest-africains ont accès à l'électricité ». [Disponible ici](#)

⁴⁹Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, (2023). Politique de la CEDEAO en matière d'énergies renouvelables . [Disponible ici](#)

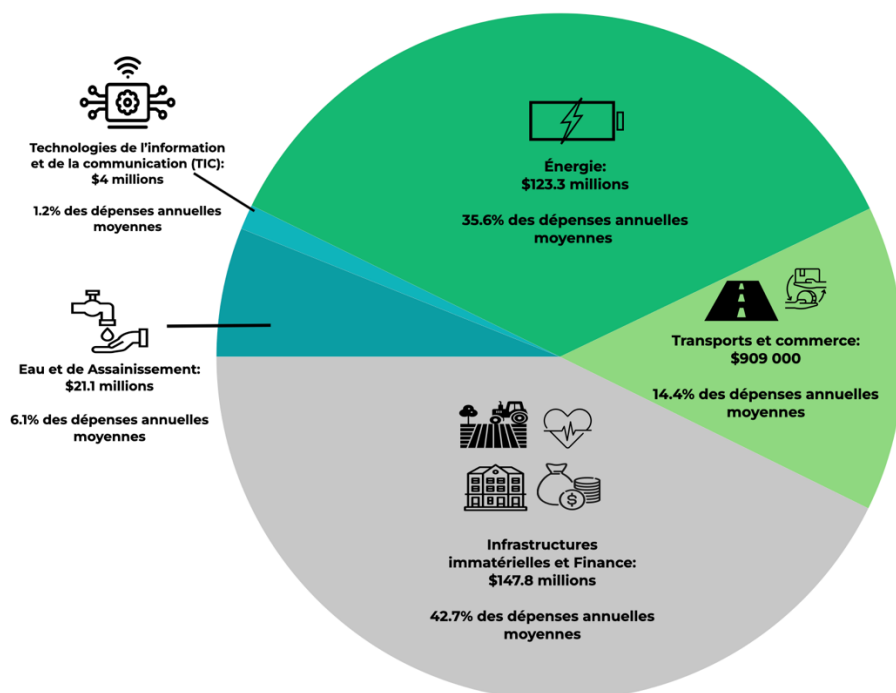


Figure 19: Décaissements annuels moyens de la BIDC par secteur.

Sur une base sectorielle, plus de 52 % des financements annuels sont consacrés aux infrastructures douces, sauf en 2017 où 88 % des fonds ont été alloués au secteur de l'énergie. Comme démontré précédemment, cela se traduit par un compromis dans le financement d'autres projets, seul le secteur de l'eau et de l'assainissement ayant connu une augmentation relative de sa part, qui est passée de zéro à 1,8 % par rapport aux années précédentes. Au cours des années précédant et suivant 2017, la part du secteur de l'énergie a fluctué entre deux extrêmes, soit 1,9 % et 24 %. Parallèlement, les infrastructures de transport et de commerce ont reçu plus de 23 % des financements chaque année, sauf en 2018, où cette part a baissé à 13,4 %.

4.1.5 Banque de commerce et de développement (TDB)

Créée en 1985, la Banque pour le commerce et le développement (TDB) est issue de l'ancienne structure commerciale préférentielle qui a donné naissance au Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA). Au service de 25 États membres, la TDB finance des projets d'infrastructure, en particulier ceux liés au commerce et au développement durable.

TDB en un coup d'œil.

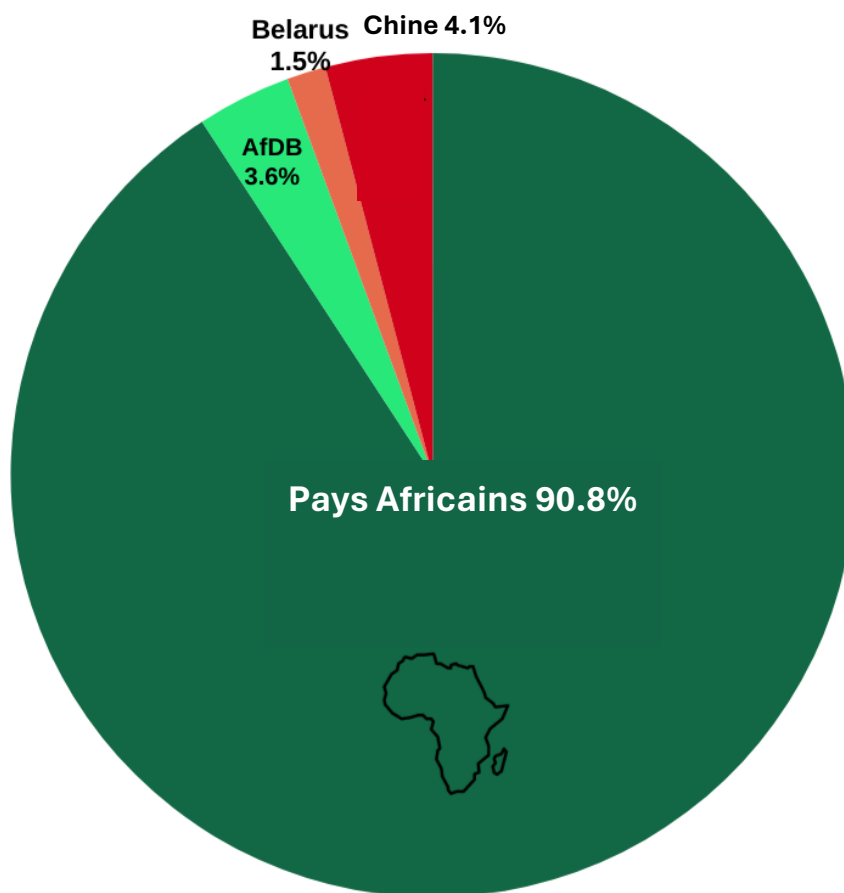


Figure 20: Actionnaires de TDB par part de capital

La participation dans la BMD est divisée en trois catégories, 25 pays africains détenant 90,8 % des actions de catégorie A, suivis par la Chine et la Biélorussie avec respectivement 4,1 % et 1,5 %.⁵⁰ Bien que la BAD soit le seul souscripteur non souverain des actions de catégorie A de la TDB avec 3,6 %, elle est également en tête des souscriptions de catégorie B avec 18,1 %, aux côtés de la Chine avec 11,7 %, ainsi que de 15 fonds nationaux africains, de compagnies d'assurance et de la Banque arabe pour le développement économique en Afrique (BADEA).⁵¹ Enfin, 83,6 % des souscriptions de catégorie C sont détenues par un fonds du personnel de la TDB, tandis que les souscriptions restantes sont détenues par un fonds exécutif de la TDB et une société d'assurance détenue par les Seychelles.⁵²

⁵⁰ Banque de commerce et de développement (2022). Rapport annuel et états financiers 2022. [Disponible ici](#).

⁵¹ Le Fonds de l'OPEP pour le développement international est le seul souscripteur non africain des actions de classe B de la TDB.

⁵² Banque de commerce et de développement (2022). Rapport annuel et états financiers 2022. [Disponible ici](#).



Figure 21: Pays éligibles au financement de la TDB

En termes d'actifs, la banque dispose de plus de 8,4 milliards de dollars américains et finance des projets tant publics que privés. Cette section examine les différents secteurs financés par la TDB, tant en termes de valeur des décaissements que de part par secteur.

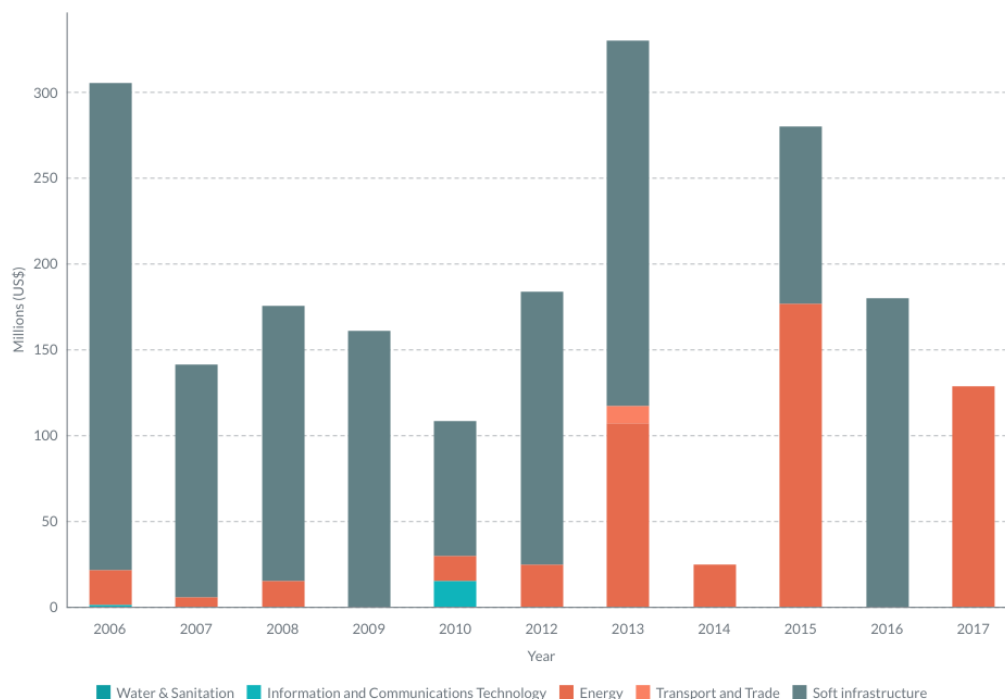


Figure 22: Décaissements annuels du TDB.

Depuis 2006, le financement accordé par la TDB a diminué de façon constante, seule l'année 2013 ayant dépassé les niveaux de 2006. En 2013, les décaissements ont atteint un pic de 330,3 millions de dollars américains, soit un niveau record. Cela s'explique principalement par l'augmentation des financements dans tous les secteurs, avec une hausse notable dans les secteurs des infrastructures douces. Comme dans les autres banques évaluées, le secteur le plus financé est celui des infrastructures douces, qui représente 1,5 milliard de dollars américains du financement total pendant la période analysée. La TDB est fortement impliquée dans des projets à petite échelle, tels que des écoles et des infrastructures manufacturières, dans toute la région. Ainsi, la plupart des financements continuent d'être injectés dans ces petits projets, tant dans le secteur public que privé. En outre, une plus grande partie des financements est consacrée aux infrastructures douces, compte tenu du rôle de l'organisation dans le financement du commerce, notamment en fournissant des facilités pour les accords commerciaux.

En termes d'infrastructures dures, l'énergie est le secteur le plus financé, avec un total de 518,9 millions de dollars américains, soit environ 47,2 millions de dollars américains par an. La

région a financé plusieurs projets pour répondre à ses besoins énergétiques, étant donné qu'environ 40 % de la population n'a pas accès à l'énergie.⁵³

Contrairement à d'autres banques régionales, la TDB finance également les infrastructures TIC, davantage que les transports et le commerce. Au cours de la période analysée, 16,6 millions de dollars américains ont été consacrés aux TIC, tandis que 10 millions de dollars américains ont été versés aux transports et au commerce. Au fil des ans, la TDB a accordé d'importants financements à des entreprises de télécommunications, telles que Malawi Telecommunications Limited et Uganda Telecom Limited, afin d'étendre l'accès au réseau dans la région. D'autres institutions évaluées, telles que la DBSA et la BAD, ainsi que les gouvernements locaux ou partenaires, continuent de financer les infrastructures de transport et de commerce dans la région.

Enfin, le secteur le moins financé par la TDB est celui des infrastructures d'approvisionnement en eau et d'assainissement. Au cours des années analysées, aucun financement n'a été accordé aux grandes infrastructures de ce secteur. Cela s'explique probablement par le fait que la TDB se concentre principalement sur les questions commerciales et les projets régionaux. De plus, comme ce secteur est financé par les gouvernements et les grandes banques, la TDB pourrait y accorder moins d'importance en raison de ses ressources financières limitées, ce qui l'amènerait à faire des compromis sur les projets à financer. Plusieurs personnes interrogées ont soulevé la question des ressources limitées qui restreignent la capacité de plusieurs institutions africaines à financer des projets.

⁵³ Gakunga, M., (2 juillet 2021). « L'accès à l'électricité dans la région COMESA est en moyenne de 60 % ». [Disponible ici](#).

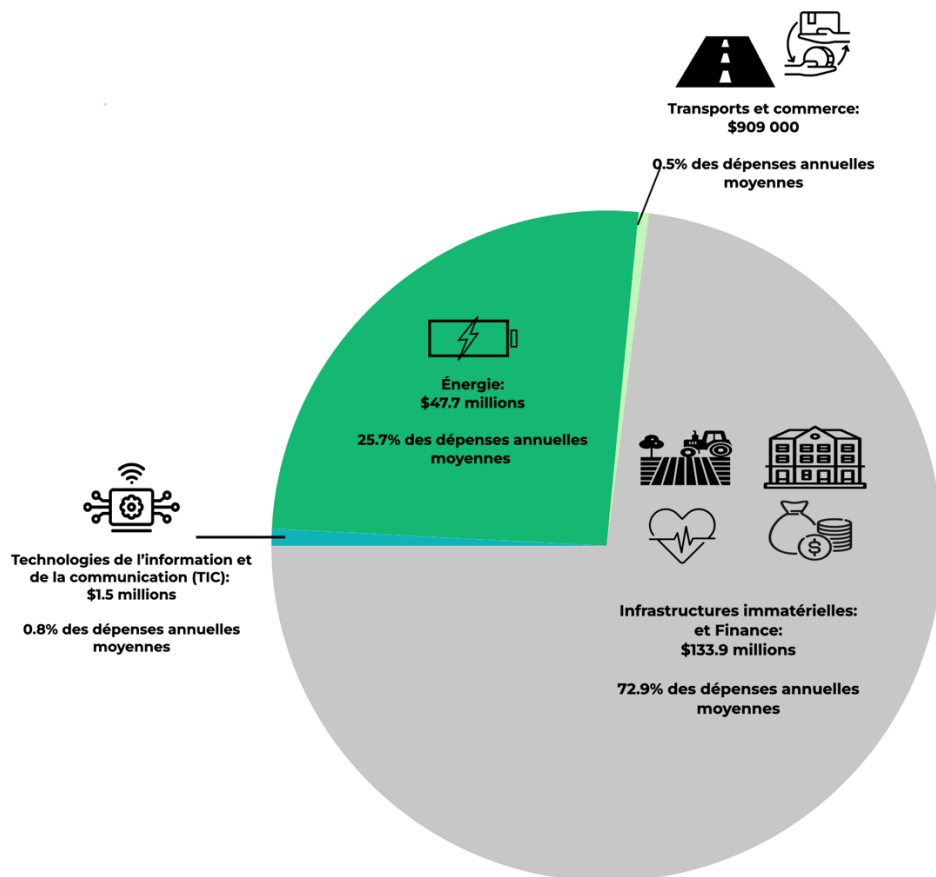


Figure 23: Décaissements annuels de la TDB en pourcentage.

En examinant la répartition sectorielle du financement de la BDT, les décaissements consacrés aux infrastructures douces représentent 140 millions de dollars américains (73 %) du total des décaissements annuels moyens. Ainsi, seuls 27 % sont consacrés en moyenne chaque année aux secteurs des infrastructures dures. Le secteur le plus financé est celui de l'énergie, qui représente 25,7 % de la part, ne laissant que 0,5 % et 0,8 % respectivement aux transports et au commerce, et aux TIC. Les faibles niveaux de financement, en particulier pour les projets qui nécessitent des capitaux supplémentaires, s'expliquent également par le fait que la TDB se concentre sur le financement du commerce dans le cadre du COMESA. Il n'est donc pas surprenant que les infrastructures douces aient été une priorité essentielle de l'institution, qui a fourni des financements dans des domaines tels que le financement des crédits à l'exportation. Cependant, cela signifie également que d'autres secteurs sont restés sous-financés.

4.1.6 Banque africaine d'exportation et d'importation (Afrexim)

En termes de taille des actifs, Afrexim figure parmi les plus grandes banques régionales de développement du continent.⁵⁴ De même, Afrexim est l'un des principaux bailleurs de fonds pour les infrastructures en Afrique, juste derrière la BAD. Créée en 1993, Afrexim s'est concentrée sur l'expansion, la diversification et le développement du commerce des pays africains par le biais du financement du commerce et des projets, du développement des exportations, des garanties financières, ainsi que des services de conseil en matière de commerce et d'information. Afrexim joue donc un rôle central dans le PIDA et la ZLECA en finançant les infrastructures de connectivité régionale.

Afrexim en un coup d'œil.

En termes de propriété, l'actionnariat est divisé en quatre catégories, les gouvernements et institutions publiques africains, ainsi que les investisseurs non gouvernementaux africains détenant la majorité des parts. Au moment de la création d'Afrexim, il y avait 50 actionnaires de catégorie A, 89 actionnaires de catégorie B, 14 actionnaires de catégorie C et un actionnaire de catégorie D.⁵⁵ En termes de taille de participation, les 10 pays africains suivants sont les principaux actionnaires d'Afrexim : l'Égypte, le Nigeria, le Zimbabwe, la Côte d'Ivoire, la République du Congo, la Tunisie, l'Ouganda, le Cameroun, le Kenya et le Ghana.⁵⁶

⁵⁴Banque africaine d'import-export (2024). Rapport annuel 2023 d'Afreximbank . [Disponible ici](#).

⁵⁵Banque africaine d'import-export, (1993), La Banque africaine d'import-export (Créé conformément à l'Accord portant création de la Banque africaine d'import-export, signé en Abidjan, Côte d'Ivoire, 8 mai 1993. [Disponible ici](#)

⁵⁶ Banque africaine d'import-export, (sd). ÉCLAIRCISSEMENT SUR LES QUESTIONS RÉCEMMENT REÇUES CONCERNANT L'AUGMENTATION GÉNÉRALE DU CAPITAL DE 2,6 MILLIARDS DE DOLLARS. [Disponible ici](#)

La répartition complète des actions n'est pas divulguée publiquement.

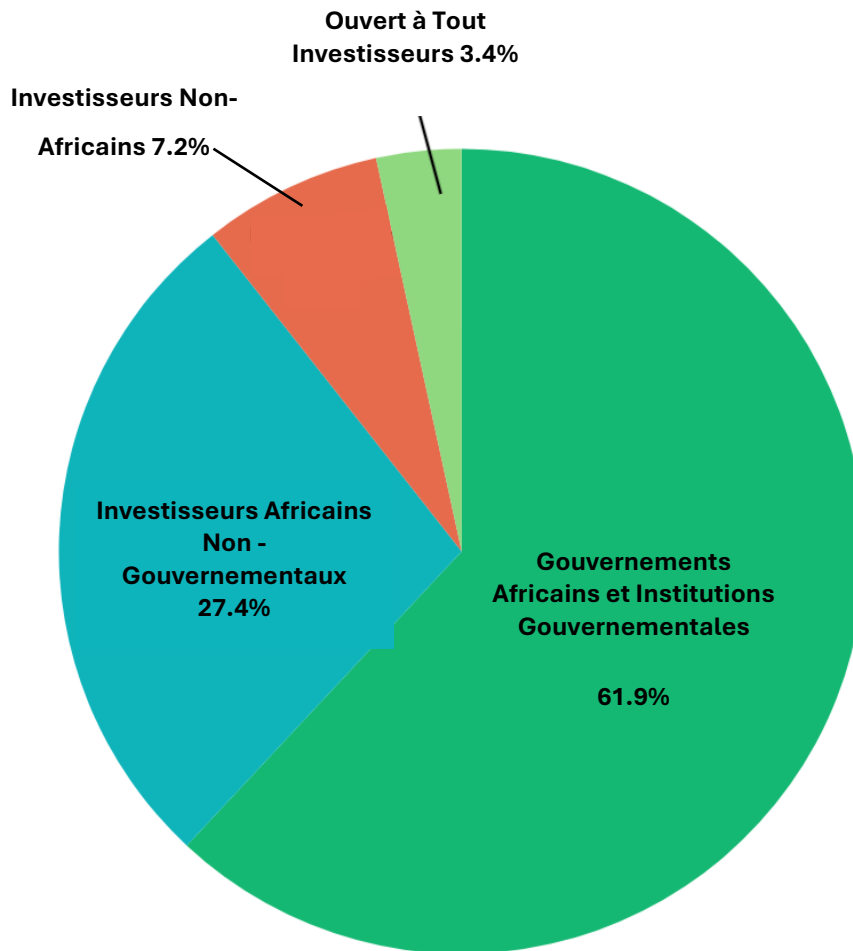


Figure 24: Capital social d'Afrexim par action.

Bien qu'il faille être membre pour bénéficier d'un crédit Afrexim, le programme de financement lié à des projets de la banque, d'une durée de sept ans, s'adresse également aux États africains non membres ainsi qu'aux parties prenantes non régionales.⁵⁷ Les projets éligibles à un financement dans le cadre de ce programme couvrent des domaines aussi variés que les infrastructures, l'industrie manufacturière, l'exploitation minière et le tourisme, notamment les hôtels et les complexes touristiques.⁵⁸

⁵⁷ Parmi les 55 États membres de l'Union africaine, seule la République arabe sahraouie n'est pas éligible au financement d'Afrexim.

⁵⁸ Banque africaine d'import-export (BAI), (s.d.). Financement de projets. [Disponible ici](#).



Figure 25: Pays Afrexim éligibles au financement Afrexim

De plus, les bénéficiaires doivent soit promouvoir des projets en Afrique, soit respecter le seuil de 60 % fixé par Afrexim en matière d'exigences relatives au contenu des marchés publics.⁵⁹

La section ci-dessous présente les tendances en matière de financement des infrastructures par Afrexim, ainsi que les fonds alloués par la banque depuis 2020.

⁵⁹ Ibid

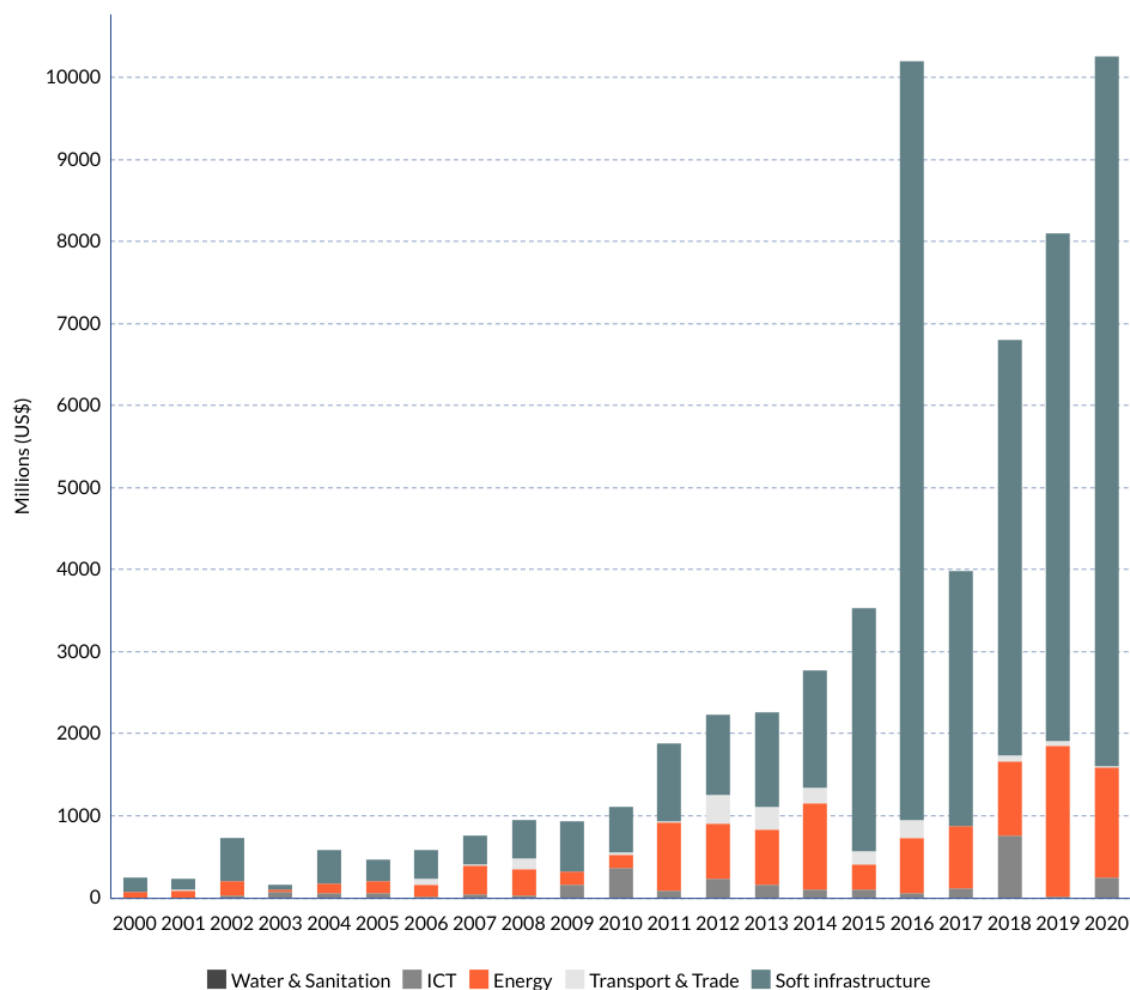


Figure 26: Décaissements d'Afrexim au fil du temps.

Dans l'ensemble, la tendance générale des décaissements a été à la hausse, atteignant un pic en 2020 avec 11 milliards de dollars américains. Entre 2000 et 2020, les décaissements d'Afrexim ont augmenté en moyenne de 42 % par an, avec des baisses significatives enregistrées en 2003 et pendant la période 2017-2018. En revanche, les années 2002, 2004 et 2016 ont connu une croissance annuelle remarquable des décaissements, atteignant respectivement 224 %, 228 % et 192 %.

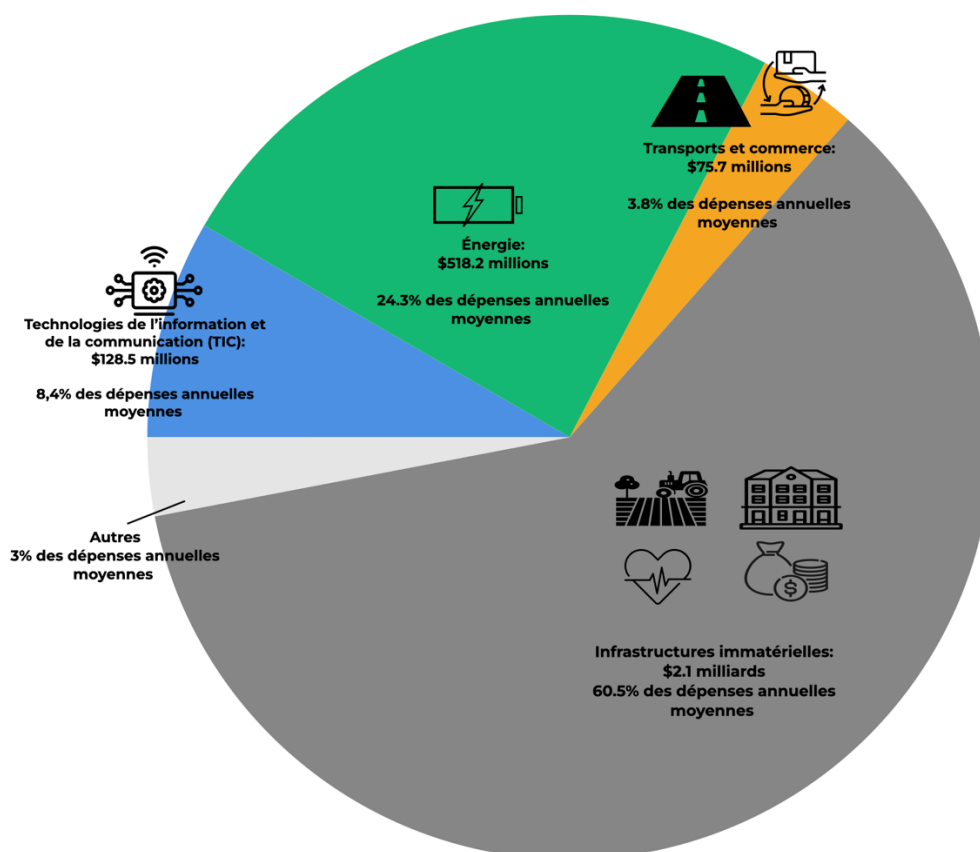


Figure 27: Décaissements annuels moyens d'Afrexim par secteur

En termes de volumes de décaissements, les infrastructures douces dépassent chaque année les infrastructures dures, ce qui reflète l'importance accordée au fil du temps aux priorités des bénéficiaires des fonds sur le continent. Environ 60 % des décaissements destinés aux infrastructures douces ont été affectés aux services financiers et aux banques centrales, tandis que les services à valeur ajoutée tels que l'industrie manufacturière et la transformation agricole représentent 6 % des décaissements destinés aux infrastructures douces. En ce qui concerne les infrastructures dures, la majeure partie des décaissements d'Afrexim a été affectée à l'industrie pétrolière et gazière, tandis que les télécommunications, les transports et l'énergie arrivent loin derrière.

4.2 Secteurs et régions qui reçoivent le plus de financement des AMFI et de la BAD.

Parmi les institutions financières analysées, on observe des tendances claires en termes d'orientation sectorielle et des tendances générales en matière de financement. L'analyse

explore ces tendances à l'aide des moyennes des décaissements annuels par institution financière et du financement total.

Si l'on prend en compte toutes les institutions financières étudiées, les décaissements moyens montrent que la répartition entre infrastructures douces et dures est presque équilibrée, chaque secteur représentant respectivement 56,8 % et 43,2 %. Alors que la plupart des autres institutions financières évaluées présentent une répartition presque égale entre infrastructures dures et douces, Afrexim fausse cette distribution avec une part de 60 % pour les infrastructures douces et de 36,5 % pour les infrastructures dures. Au niveau sectoriel, les transports et le commerce, ainsi que l'énergie, sont les plus financés, avec respectivement 16 % et 20 %. Cela correspond aux analyses précédentes des institutions financières individuelles, qui montrent que ces deux secteurs sont les plus financés en raison des coûts et de l'orientation basée sur les objectifs de développement fixés par chaque institution financière. En outre, étant donné que les infrastructures de base telles que les routes, les chemins de fer et le réseau électrique constituent un fondement essentiel pour d'autres services tels que le commerce et la production, celles-ci sont devenues des domaines prioritaires dans le cadre de programmes tels que le PIDA de l'UA.

Cependant, malgré cette priorité accordée aux infrastructures routières, ferroviaires et énergétiques, les prévisions économétriques relatives aux besoins de financement des infrastructures indiquent que les pays africains accusent un retard important en termes de financement annuel reçu pour ces secteurs. Du point de vue de l'adaptation au changement climatique et de l'atténuation de ses effets, environ 66 % des 2 000 milliards de dollars américains dont le continent a besoin pour son financement relèvent de l'atténuation du changement climatique.⁶⁰ En outre, environ la moitié des besoins de financement pour l'atténuation concernent uniquement les secteurs des transports et de l'énergie, ce qui souligne l'importance et l'urgence d'augmenter les dépenses annuelles d'infrastructure dans ces secteurs. Si les institutions financières africaines ne parviennent pas à combler une plus grande partie des déficits de financement existants, la réalisation des ODD 2030 et de l'Agenda 2063 deviendra de plus en plus inaccessible en raison des retards de financement annuels sur le continent.

⁶⁰ Conseil chinois pour la coopération internationale sur l'environnement et le développement (2024). Rapport spécial : Ouverture verte et coopération Sud-Sud. [Disponible ici.](#)

En comparaison, les TIC ainsi que l'eau et l'assainissement bénéficient d'un financement moindre dans tous les secteurs. Alors que l'eau et l'assainissement obtiennent en moyenne environ 5,3 % du financement, les TIC sont cinq fois moins financées que ces deux secteurs. Dans la plupart des cas, l'eau et l'assainissement ainsi que les TIC sont principalement financés par les budgets publics et la participation du secteur privé, associés à un financement accru (en particulier dans le domaine des TIC) provenant d'acteurs externes tels que la Chine.⁶¹ De plus, ces tendances sont confirmées par les prévisions antérieures concernant les besoins de financement des infrastructures africaines au niveau sectoriel, où les TIC figurent parmi les secteurs présentant les déficits de financement annuels et absolus les plus faibles.

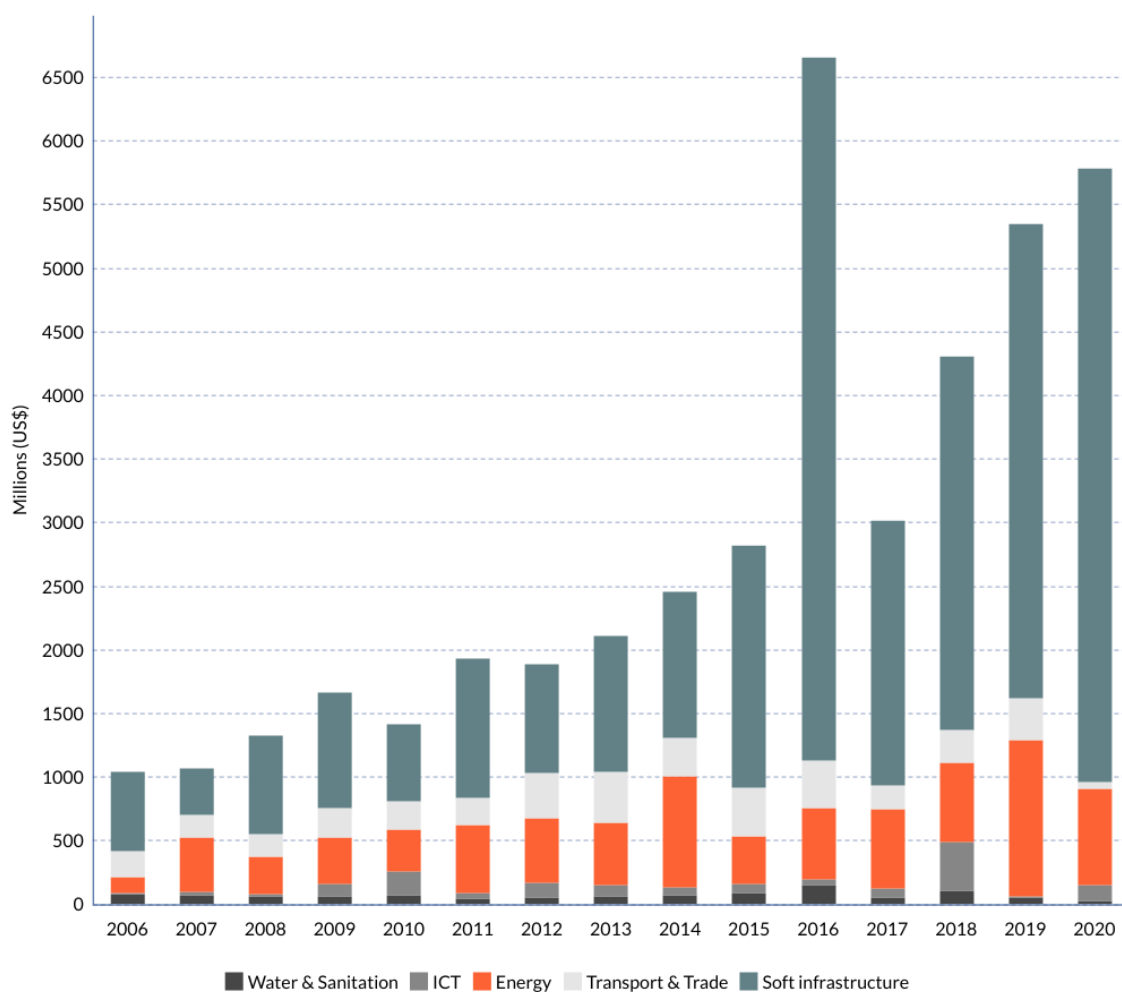


Figure 28: Décaissements moyens combinés de l'AMFI et de la BAD au fil du temps.

Dans le contexte des dépenses moyennes au fil du temps, les données montrent que le financement moyen a été généralement supérieur à la moyenne initiale de 2006. Les réductions

⁶¹ Consortium pour les infrastructures en Afrique (2016). Tendances du financement des TIC. [Disponible ici](#). Consortium pour les infrastructures en Afrique (2016). Tendances du financement des infrastructures en Afrique – 2015. [Disponible ici](#).

les plus importantes du financement ont été enregistrées en 2007, ce qui ressort également des baisses constatées dans les analyses précédentes de la BAD et de la DBSA. D'autres baisses sont observées en 2020 en raison de l'impact de la COVID-19.

En dehors de ces années, on a observé une augmentation relative du financement des infrastructures, avec des changements axés sur les transports, le commerce et l'énergie. Des pics notables ont été enregistrés, avec plus de 6,5 milliards de dollars américains en 2016 et un peu plus de 5 milliards de dollars américains en 2019. En outre, les infrastructures douces ont continué à dominer tous les secteurs, l'année la plus faible étant seulement 2007, où le financement moyen le plus élevé a été enregistré dans le secteur de l'énergie. Cela s'explique par l'augmentation du financement de la BAD au cours de l'année, qui a dépassé celui des projets d'infrastructures douces.

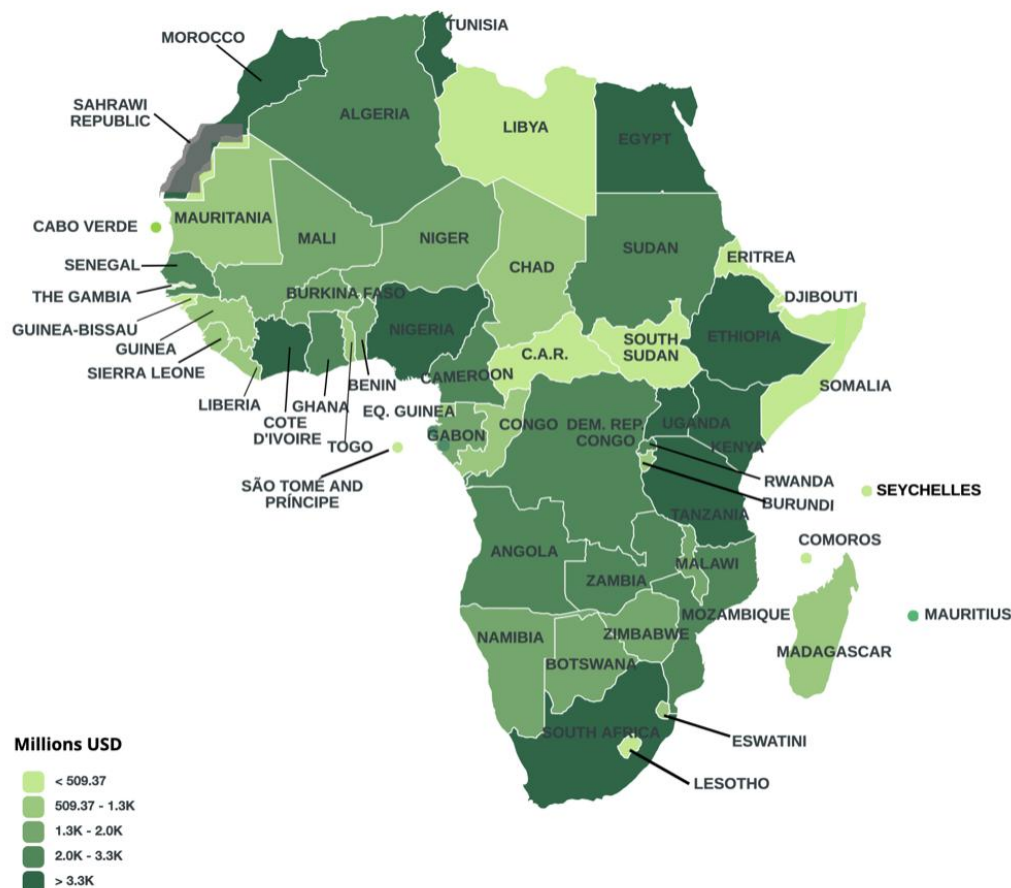


Figure 29: Financement total des AMFI et de la BAD par pays .⁶²

Comme le montre la figure 29, il existe des inégalités manifestes entre les pays qui reçoivent le plus de financements de la part des institutions financières analysées. Le Maroc, l'Afrique du Sud, la Tunisie, le Nigeria, l'Égypte, le Kenya et la Tanzanie détiennent une part supérieure à 4 % du financement total depuis la création. Ces sept pays représentent 43 % du financement total et constituent les principaux bénéficiaires des décaissements. À l'inverse, la majorité des 39 pays ont reçu chacun moins de 2 % des financements, 24 d'entre eux ayant une part inférieure à 1 %. Les pays les moins financés sont la République sahraouie, la Libye, la Guinée équatoriale, São Tomé-et-Príncipe et l'Érythrée. Ces cinq pays reçoivent une part totale de 0,5 %, aucun d'entre eux n'ayant une part supérieure à 0,2 %.

Les neuf pays restants, situés au milieu du classement, parmi lesquels figurent l'Éthiopie et le Rwanda, reçoivent chacun un financement supérieur à 2 % mais inférieur à 4 %. Ainsi, ce groupe intermédiaire reçoit au total 25 % des décaissements, ne laissant que 31,8 % aux autres

⁶²Le financement total comprend la BAD et les AMFI analysées depuis leur création jusqu'en 2021 ; les valeurs totales de la DBSA et de la TDB sont estimées à l'aide de portefeuilles issus d'états financiers.

pays du continent. Plusieurs raisons expliquent ces différences de financement, notamment le risque perçu et la taille économique d'un pays.

4.3 Points clés à retenir.

4.3.1 Tendances du financement des infrastructures en Afrique.

Notre analyse a permis de dégager cinq conclusions clés concernant les tendances du financement des infrastructures en Afrique. Les voici :

1. Les gouvernements africains sont les principaux bailleurs de fonds des projets d'infrastructure par rapport aux autres institutions financières externes.
2. La Chine est le principal contributeur au financement des infrastructures en Afrique parmi les gouvernements non régionaux.
3. Le financement a atteint son niveau maximal en 2016, la BAD et les AMFI ayant déboursé 6,5 milliards de dollars américains pour le financement des infrastructures.
4. Des changements sectoriels majeurs sont observés à travers le continent africain. L'accent est de plus en plus mis sur les secteurs des transports et de la logistique, l'énergie, la fabrication de véhicules électriques (VE), la fabrication de vaccins, l'immobilier et l'industrie. Le financement des infrastructures pour les secteurs des transports et de l'énergie a globalement augmenté depuis 2016.⁶³ De plus, les nouvelles tendances en matière d'industrialisation indiquent une concentration régionale sur les plateformes logistiques et les parcs industriels.
5. Bien que la pandémie de COVID-19 ait détourné des ressources vers les dépenses sociales, elle a accru l'importance des soins de santé, des produits pharmaceutiques et de la fabrication de vaccins sur le continent africain. À la suite des perturbations de la chaîne d'approvisionnement causées par la pandémie de COVID-19, les IFD régionales s'accordent pour soutenir la ZLECA afin de renforcer la résilience face aux chocs externes.

⁶³ D'après les entretiens menés avec les principales parties prenantes.

4.3.2 Le rôle et les contraintes de la BAD et des AMFI dans le financement des infrastructures.

Notre analyse a permis de dégager six conclusions clés concernant le rôle et les contraintes auxquels sont confrontées les institutions financières analysées dans le domaine du financement des infrastructures. Ces conclusions sont les suivantes :

1. La BAD et les AMFI jouent un rôle essentiel dans le financement des infrastructures en Afrique et la plupart des pays bénéficient de ce financement, même si des inégalités subsistent.
2. Les contributions de la BAD et des AMFI ont représenté environ 12 % par an par rapport à celles d'autres bailleurs de fonds, ce qui fait de la BAD et des AMFI l'un des principaux contributeurs globaux aux infrastructures du continent.
3. La plupart des financements accordés par la BAD et les AMFI ont bénéficié à plusieurs secteurs en Afrique, avec un financement global de projets d'infrastructures douces. Les transports, le commerce et l'énergie ont également bénéficié d'un financement important, à hauteur d'environ 20 % chacun.
4. La structure de l'actionnariat différencie la BAD et les AMFI des autres institutions, car un plus grand nombre de pays et d'institutions africains ont leur mot à dire dans la prise de décision. Cependant, le rôle croissant des actionnaires externes au sein des institutions financières du continent a limité le pouvoir des actionnaires africains. Il est essentiel de veiller à ce que la BAD et les AMFI soient bien structurées afin de garantir un rôle plus important aux institutions africaines dans la prise de décision.
5. La structure de l'actionnariat et la localisation de la BAD et des AMFI garantissent actuellement moins de concessions politiques que d'autres IFI, telles que la Banque mondiale, qui imposent des conditions plus strictes.
6. La BAD et les AMFI sont confrontées à plusieurs contraintes en matière de financement, notamment les seuils de viabilité de la dette fixés par les institutions de Bretton Woods. Cela peut limiter les décaissements de la BAD et des AMFI, ainsi que leur capacité à augmenter le niveau d'endettement des pays bénéficiaires.

4.3.2 Obstacles à l'augmentation du financement des infrastructures en Afrique.

Notre analyse a permis de dégager sept conclusions clés concernant les obstacles à l'augmentation du financement des infrastructures en Afrique. Il s'agit des suivantes :

1. Les parties prenantes ont souligné que la mauvaise préparation des projets en matière d'études de faisabilité, d'évaluations des impacts environnementaux et sociaux, de modèles financiers solides et d'instruments de crédit appropriés constitue un obstacle à l'augmentation des financements.
2. Le secteur privé perçoit un risque plus élevé à investir dans le développement des infrastructures du continent, en grande partie en raison des notations de crédit biaisées des pays africains.
3. L'absence d'un modèle de banque de développement bilatérale et multilatérale évolutif, en dehors de la Chine, pour financer les infrastructures publiques-privées entrave le financement privé. Le développement des transactions privées prend beaucoup de temps et manque de coordination entre les institutions bilatérales, la BAD et les AMFI. Les projets d'infrastructure en cours peuvent également être inefficaces, en raison de l'incapacité à intervenir dans les pays pour soutenir de meilleures politiques et de meilleurs régimes réglementaires en matière d'infrastructures.
4. Une réforme urgente du système de financement budgétaire de la BAD et de l'AMFI est nécessaire. Actuellement, chaque institution financière a une stratégie nationale différente, il n'existe donc pas de stratégie nationale unique qui régit le soutien de toutes les institutions financières. En outre, les objectifs climatiques et de développement ne sont pas intégrés dans la même stratégie, ce qui suscite des inquiétudes quant au choix de l'un au détriment de l'autre.
5. Le manque d'agences locales dans le financement des infrastructures suscite des inquiétudes. Cela a entraîné un déséquilibre entre l'offre et la demande, le continent recevant moins de 100 millions de dollars américains de financements concessionnels. La domination des IFI dans les décisions de financement des infrastructures signifie que les fonds ne sont pas dirigés vers les domaines prioritaires de l'Agenda 2063. Cette situation est encore aggravée par le manque de sensibilisation et de connaissance des projets du PIDA.
6. Le financement des infrastructures tend à provenir d'entités extérieures à l'Afrique, qui ne comprennent pas le contexte local de développement. Par exemple, la SADC a reçu des fonds

directs, mais a dû limiter leur utilisation à des domaines tels que le renforcement des capacités institutionnelles, critères fixés par les IFI. En outre, les programmes d'intervention internationaux hésitent à fournir un financement suffisant aux institutions africaines pour aligner les projets sur les priorités africaines.

7. Les pays africains sont confrontés à un accès limité au financement, ce qui restreint leur marge de manœuvre budgétaire pour les dépenses d'infrastructure, en particulier dans le cas des mégaprojets d'infrastructure, et entrave leur capacité à obtenir des financements auprès d'institutions telles que la Banque mondiale.

5. Conclusions et recommandations.

5.1 Conclusions.

L'objectif de ce rapport est d'explorer le rôle et l'impact de la BAD et des AMFI dans la réduction du déficit d'infrastructures en Afrique. Les recherches existantes et les conclusions du rapport soulignent l'insuffisance des infrastructures sur le continent, ce qui a entraîné une stagnation des progrès dans la réalisation d'objectifs critiques tels que les ODD et l'Agenda 2063. À cet égard, bien que les gouvernements africains apportent la plus grande part de financement, d'autres partenaires, tant dans le secteur privé que dans le secteur public, continuent de jouer un rôle dans le développement des infrastructures. Dans le contexte des institutions financières analysées, qui contribuent à hauteur d'environ 8 % au financement des infrastructures africaines, le rapport présente les cinq conclusions suivantes et leurs implications pour les décideurs politiques :

1. Il existe des différences entre les institutions financières en termes de niveau de financement et de domaines d'intervention. La BAD finance la plupart des dépenses d'infrastructure sur le continent.
2. Depuis 2000, les infrastructures douces ont reçu la majeure partie du financement global par rapport aux secteurs désintégrés. Viennent ensuite l'énergie, les transports et le commerce, tandis que les TIC et les secteurs de l'eau et de l'assainissement ont reçu les plus faibles niveaux de financement des infrastructures. Bien que ces tendances correspondent aux niveaux de priorité requis, comme l'indiquent les prévisions sectorielles des besoins de financement des infrastructures en Afrique, des déficits de financement importants subsistent dans les secteurs des transports et de l'énergie.
3. Bien qu'il y ait eu une augmentation des financements provenant d'institutions financières telles que la BAD, la DBSA et la BOAD, plusieurs périodes de déclin peuvent être identifiées, ce qui signifie qu'il n'y a pas de tendance continue à la hausse dans le financement des infrastructures en général.
4. Les AMFI ayant des niveaux de financement réduits, comme la TDB, n'ont pas d'augmentation relative dans le financement de projets et n'ont pas la capacité de s'assurer que les secteurs, tels que les TIC et l'eau et l'assainissement, sont prioritaires.

5. Les périodes où les niveaux de financement des infrastructures sont plus élevés sont principalement des années au cours desquelles de grands projets sont également cofinancés avec des partenaires et des gouvernements.

5.2 Recommandations .

Sur la base de notre analyse et des entretiens avec les principales parties prenantes, nous proposons les 11 recommandations suivantes, dans lesquelles ce rapport pourrait être utilisé pour développer les infrastructures.

Gouvernements africains

1. **Les projets d'infrastructure devraient être mieux alignés sur les priorités africaines.** Il s'agit des priorités définies dans les cadres et initiatives régionaux, tels que l'Agenda 2063 et le PIDA. Cet objectif peut être atteint par le partage des connaissances avec les parties prenantes concernées sur les projets PIDA, dont la sensibilisation et la connaissance sont encore insuffisantes, et par la recherche proactive, par les partenaires, d'opportunités d'alignement.
2. **Il est nécessaire de réformer efficacement les agences de notation de crédit et l'analyse de viabilité de la dette (AVD), en particulier en ce qui concerne les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire de la tranche inférieure.** Cela pourrait être possible en établissant des agences régionales de notation de crédit, ainsi que des AVD produites au niveau national, qui peuvent être incorporées dans les banques régionales ou les institutions financières au sein des régions.⁶⁴
3. **Les pays africains devraient utiliser des mécanismes appropriés pour exploiter le potentiel inexploité des investisseurs institutionnels.** Il s'agit notamment de mécanismes tels que les fonds de pension africains et les fonds souverains, qui pourraient prendre la forme d'obligations d'infrastructure. Bien que ces fonds actuels soient pleins de ressources, ils n'investissent pas suffisamment dans le financement des infrastructures.
4. **Une architecture financière réformée qui utilise des solutions de financement repensées est nécessaire pour soutenir le développement des infrastructures.** Compte tenu de la difficulté de prêter en dollars américains et de la tendance macroéconomique actuelle à la dépréciation des devises, le financement en monnaie

⁶⁴Pour en savoir plus sur les priorités africaines en matière de réforme de l'AVD, veuillez consulter « Breaking the Bias: Rethinking Debt Sustainability for Africa's Future » (2023). [Disponible ici.](#)

locale serait une méthode permettant de débloquer davantage de fonds pour les infrastructures. La Namibie ayant déjà commencé à accorder des prêts en rands, de telles solutions sont également à l'étude au Botswana et en Eswatini, démontrant le potentiel du financement en monnaie locale et réduisant la dépendance à l'égard des réserves de change.

Banques et financiers africains

Il est nécessaire d'assurer la durabilité du financement, car le financement orienté vers le secteur privé s'accompagne de niveaux d'intérêt élevés, en raison du risque perçu. Ce phénomène est également connu sous le nom de « prime de risque africaine ». S'il est nécessaire de réformer les cadres mis en œuvre par les institutions de Bretton Woods traditionnelles afin de réduire cette perception du risque (voir ci-dessous), les institutions financières telles que la BAD devraient continuer à investir dans une préparation solide des projets afin d'inspirer confiance aux investisseurs.

5. **Le système de financement du budget des institutions financières devrait être réformé pour un meilleur alignement.** Cela inclut l'intégration des objectifs climatiques et de développement dans les stratégies nationales, la création d'une stratégie nationale unique qui régit le financement budgétaire de toutes les institutions, le décaissement du financement lorsque les pays obtiennent des résultats dans le cadre de leurs stratégies nationales, une augmentation de l'agence africaine pour décider de leurs priorités pour les stratégies et les domaines cibles du financement des infrastructures, ainsi qu'une plus grande capacité financière pour l'investissement durable dans les infrastructures.
6. **Les fonds provenant de l'extérieur du continent devraient être déployés vers la BAD et les AMFI, qui possèdent une compréhension contextuelle plus approfondie du développement des pays africains.** Cela permettrait à la BAD et aux AMFI de les canaliser vers les pays africains de manière efficace. Il en résulterait une plus grande prise de risque et une meilleure utilisation des ressources financières. Cela contraste avec les financements existants provenant de bailleurs de fonds extérieurs au continent africain, qui ont entraîné un énorme déficit de financement en raison d'une vision euro centrique du développement et d'une faible appétence pour le risque.
7. **Les partenaires bilatéraux devraient augmenter les financements.** La Chine est l'un des principaux bailleurs de fonds bilatéraux pour les infrastructures africaines et a contribué de manière significative au financement. La collaboration devrait être

encouragée pour les partenaires bilatéraux, afin de fournir des financements à la BAD, aux AMFI et aux gouvernements nationaux, tout en allant au-delà de l'engagement bilatéral pour adopter une approche régionale du financement des infrastructures par le biais de programmes établis tels que le PIDA.